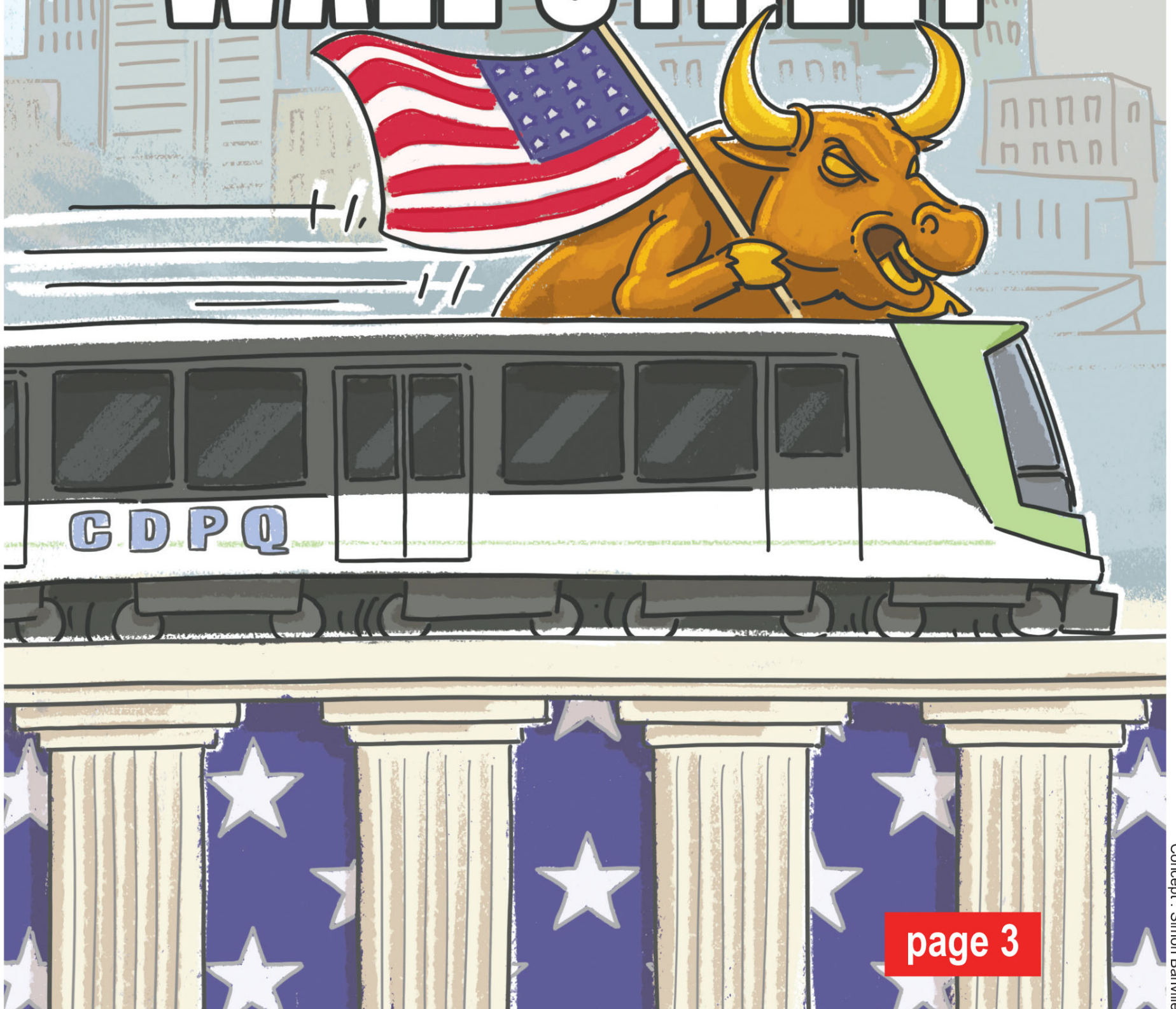


420

# L'AUT' JOURNAL

Octobre 2023 • avec une apostrophe pour apostropher

## LE REM DE WALL STREET





## Pour un plat de lentilles

Michel Rioux

**H**ormis quelques huguenots fanatiques, il s'en est trouvé très peu pour reprocher à Henri, roi de Navarre, d'avoir pris le parti d'abjurer sa foi protestante pour devenir roi du royaume de France sous le nom d'Henri IV. La boutade du Vert-Galant, « Paris vaut bien une messe... », est passée à l'histoire et sert de mesure quand il s'agit d'évaluer une situation à l'aune de la balance des inconvénients.

Or pour quiconque dispose d'un minimum de jugement politique, Jean-Talon, du nom de l'intendant, ne fait visiblement pas le poids devant Paris, et la France dans son sillage, quand on se prend à évaluer le prix à payer pour l'abandon de principes et de valeurs comme cette virginité que, dans le bon vieux temps, la nouvelle mariée affichait fièrement.

Il y a pourtant fort longtemps que Québec solidaire a jeté aux orties cette virginité dont il continue de se parer et de se réclamer, à temps et à contretemps.

Ainsi, c'est pour s'attirer quelques dizaines de votes – qui lui rapporteront quelque 2,62 \$ chacun – dans un comté qui regroupe les villes de Sillery et de Sainte-Foy, villes habitées tant par la petite bourgeoisie que la grande, que Québec solidaire, à l'instar du Parti libéral, a décidé d'acheter de la publicité sur Facebook alors que des organismes aussi éloignés idéologiquement que des chambres de Commerce, des municipalités et des centrales syndicales appuient le mouvement de boycott. Comme celui de Pinocchio, le nez du candidat de QS s'est passablement allongé quand, en présence de son chef Nadeau-Dubois, il a affirmé sans rire que dans son porte-à-porte électoral, personne ne lui avait parlé de l'achat de publicité sur Facebook...

Ce n'est pas la première fois – et sans doute pas la dernière – que l'on voit de pseudos solidaires et des libéraux marcher main dans la main sur la voie du cynisme. On savait depuis longtemps que les libéraux n'ont rien à cirer de la décence et la probité, vertus dont ils ne se réclament d'ailleurs pas. Mais on ne s'attend pas à pareil comportement de QS, dont les représentants

n'ont de cesse, comme les Romains, de déchirer leur robe prétexte sur toutes les tribunes pour dénoncer tout ce qui doit l'être.

### QUOIQUE!

Pour justifier cette décision, Nadeau-Dubois a déclaré que « les gestes symboliques ne régleront pas notre problème! » C'est oublier que depuis que l'homme est sorti des cavernes, les symboles ont nourri toutes les étapes de son cheminement. C'est Isabelle Hachey, dans *La Presse*, qui a mis le doigt sur l'inanité d'une telle affirmation. « À ce compte-là, manifester lors du Jour de la Terre, ça ne règlera pas la crise climatique. À quoi bon descendre dans la rue? Et puis, tant qu'on y est, pourquoi recycler nos bouteilles? Ça ne règlera pas notre problème de pollution, ça non plus. Aussi bien les jeter à la poubelle! Et voter? Pourquoi voter, au juste? Ça ne changera rien au résultat, un petit bulletin de plus ou de moins dans l'urne. Surtout si ce vote est destiné à un parti qui n'a aucune chance d'accéder au pouvoir... c'est symbolique, d'accord, mais à quoi ça sert? »

En passant, Québec solidaire s'est attiré les critiques de nombreux chroniqueurs et commentatrices dans la plupart des médias québécois. De tous les horizons politiques, à l'exception, bien

sûr, de celles et de ceux engagés dans le wokisme jusqu'au cou. C'est ainsi que les Thomas Mulcair, Jean-François Lisée, Paul Larocque, Josée Legault, Mario Dumont, Réjean Parent, Mathieu Bock-Côté, Michel David, ont fustigé ces sépulcres blanchis. Peut-être y en a-t-il eu, mais malgré mes recherches, curieusement, je n'ai rien trouvé du côté de Radio-Canada...

Ce n'est pas d'hier que l'histoire de ce plat de lentilles échangé par Ésaü à son frère Jacob nous rappelle qu'il y a toujours un prix à payer quand on décide de troquer l'essentiel pour l'accessoire. Si elle a traversé les siècles, c'est qu'elle est révélatrice de ce qu'il advient des organisations ou des personnes qui renient leur raison d'être pour un avantage non seulement passager, mais discutable.

Un ami, fin observateur de la scène politique, me dit depuis longtemps que Nadeau-Dubois va finir au Parti libéral. Le mot « finir » prend ici tout son sens. Pierre Vadeboncoeur l'a déjà écrit au sujet de Jean Marchand, ci-devant président de la CSN et qui, devenu ministre fédéral, s'était dévoyé durant la Crise d'octobre : « Je n'aime pas les Beethoven qui finissent en Rossini! » Moi non plus! ◀

## TROUBLER LES EAUX

### Eaux troubles

**C**e livre a connu différents titres de travail (...) Mais ce n'est qu'à partir du moment où, fort de quelques certitudes temporaires, je me suis senti prêt à renouer activement avec le journalisme qu'il a trouvé sa raison d'être et, du même coup, son titre final. Troubler les eaux impliquait nous seulement de vivre avec le trouble, mais aussi parfois de le semer, d'embrouiller volontairement les eaux trop claires, trop bien domptées, en rebrassant les hiérarchies et autres évidences afin de faire émerger d'autres histoires que celles qu'on a l'habitude de se raconter, d'autres nouvelles que celles que le journalisme a le réflexe de rapporter.

Avant d'écrire un tel livre toutefois, encore me fallait-il confronter un tant soit peu le fruit de mes réflexions à la réalité du travail journalistique; expérimenter pour voir si ces idées étaient applicables et avaient un quelconque pouvoir de faire une différence dans l'éthique du processus comme dans la poétique de son résultat.

Au cours d'un dialogue virtuel soutenu durant plusieurs semaines, nous en sommes arrivés à imaginer une série de portraits croisés entre le Lac-Saint-Jean et l'Inde. À travers ceux-ci, nous voulions essayer d'internationaliser l'information régionale et de régionaliser l'information internationale. Pour ce faire, il nous fallait court-circuiter l'idée qu'on se fait habituellement de l'une et de l'autre comme appartenant à des mondes informationnels distincts.

Ainsi croyions-nous pouvoir démontrer qu'une réalité ou une nouvelle régionale peut gagner en sens en étant mise en relation avec une autre réalité ou nouvelle qui s'y apparentait dans une autre région du globe, sans avoir à raccorder le tout à un phénomène global. Il ne s'agissait pas de comparer deux réalités régionales sur la base de leurs similarités afin d'en dégager une tendance plus grande ou la preuve d'un universel, mais plutôt de les juxtaposer, c'est-à-dire de les faire exister côte à côte, avec leurs dissemblances et leurs ressemblances, pour que dans la tête des téléspectateur.trices des associations inattendues se fassent et d'autres, plus clichées ou stéréotypées, se défassent.

Notre pari était qu'en créant une telle proximité entre deux réalités à la fois familières et étrangères l'une à l'autre, nous accroîtrions l'engagement du public, son intérêt à l'égard du lointain, et son sentiment de faire partie intégrante du monde. ◀

FRÉDÉRIK LAVOIE [...]



Mathieu Bock-Côté

De la rigueur, svp!

**A**vec le présent essai, je me suis proposé de faire quelque chose qui, à ma connaissance, n'a pas été fait de manière aussi attentive ou systématique : je me suis attelé à la tâche de mettre au

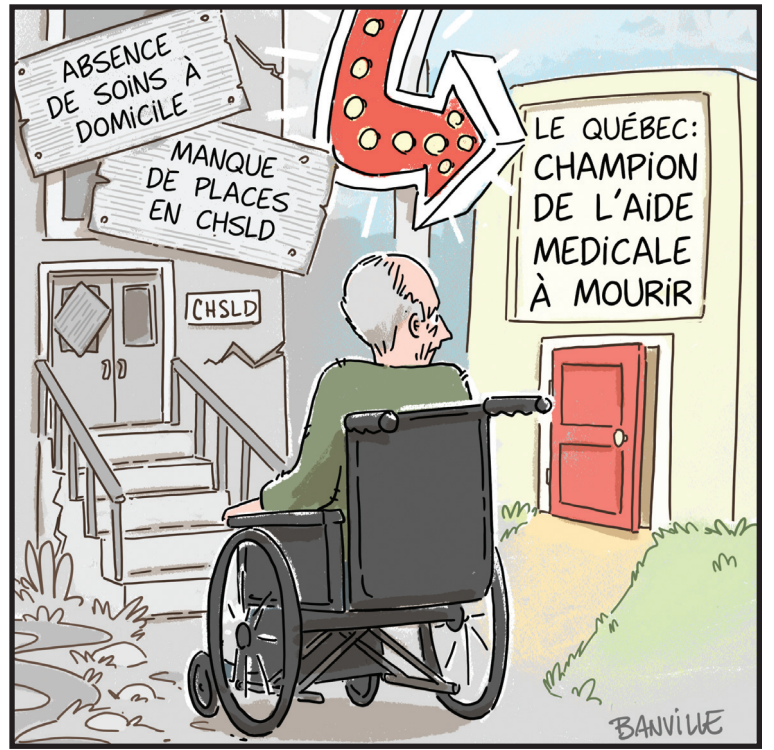
jour les rouages argumentatifs et les mécanismes mentaux à l'œuvre dans ces ouvrages qui promeuvent la thèse d'une France menacée par l'immigration. Au lieu de me demander quel serait le positionne-

ment idéologique de chacun de ces auteurs au sein du paysage intellectuel, je me suis posé la question suivante : « Que valent au juste leurs écrits? »

En accomplissant ce travail, un aspect assez déconcertant de ceux-ci s'est révélé, outre leur caractère foncièrement défaitiste : c'est leur manque consternant de rigueur intellectuelle. (...)

Remettons tout de suite les pendules à l'heure : ce qu'on peut reprocher à Mathieu Bock-Côté, ce n'est pas qu'il soit conservateur, gaulliste, de droite ou opposé au multiculturalisme. Cela est son droit le plus strict, et il y a moyen d'être tout cela d'une manière, disons, décente.

Ce qu'on peut lui reprocher, c'est autre chose, qui n'est pas directement lié à ses convictions morales ou idéologiques : c'est le fait de présenter une pensée brouillonne et intempestive, d'avoir une vision tronquée des enjeux qu'il aborde, de ne pas maîtriser les concepts qu'il utilise, de multiplier les affirmations gratuites et péremptives, de ne pas citer ses sources, d'agiter des



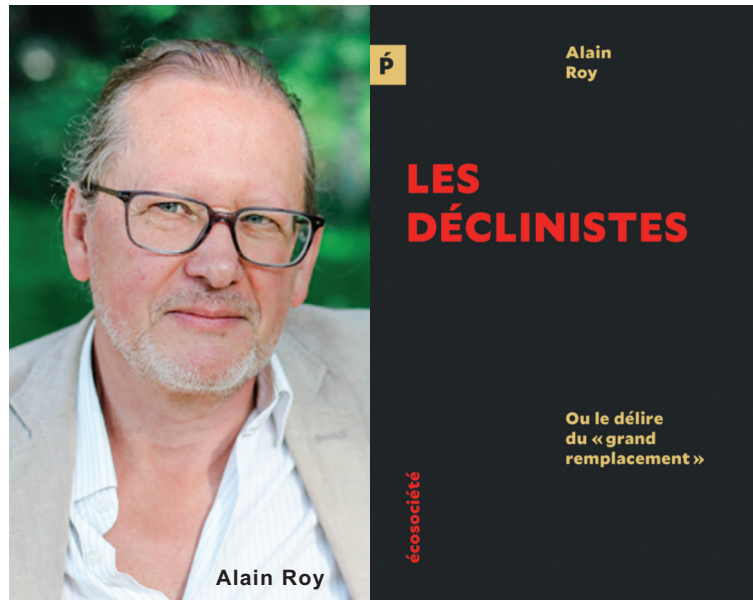
épouvantails, de ne pas s'appuyer sur des données vérifiables, de se fixer obsessionnellement sur les discours radicaux, d'appliquer un manichéisme simpliste aux questions traitées, de ne pas pratiquer une sociologie rigoureuse,

de confondre les genres en soumettant la forme de l'essai sociologique à un programme foncièrement idéologique.

Pour toutes ces raisons, les écrits de MBC ont très peu à voir en vérité avec ceux, pleins de finesse, de Raymond Aron, dont il se réclame abusivement. De par son goût immodéré pour la polémique, MBC est davantage disciple de Finkelkraut et Zemmour, et surtout de ce dernier.

À la fin de « L'opium des intellectuels », Aron prend parti en faveur de la tolérance et du doute, et il invite à récuser « les annonceurs de catastrophe ». Ces paroles écrites dans un autre contexte valent encore aujourd'hui. MBC aurait intérêt à les méditer. ◀

 Le billet <b>Michel Rioux</b> 1	 La politique québécoise <b>Sylvain Martin</b> 13
 L'économie <b>Pierre Dubuc</b> 3	 La langue <b>Frédéric Lacroix</b> 14
 L'environnement <b>Monique Pauzé</b> 4	 L'immigration <b>Anne Michèle Meggs</b> 15
 L'éveil démographique <b>Gabriel Ste-Marie</b> 5	 Point d'orgue <b>Olivier Dumas</b> 16
 Solidarité internationale <b>Luc Allaire</b> 6	 Le troisième œil <b>Pierre Jasmin</b> 18
 Le mouvement syndical <b>Orian Dorais</b> 7	 Octobre 2023 - avec une apostrophe pour apostropher 4270, boul. Saint-Laurent, bureau 204, Montréal (Québec) H2W 1Z4 Téléphone : (514) 843-5236 Internet : info@lautrejournal.info Envoi de publication canadienne Numéro de convention : 40050148 2023, Dépôt légal Bibliothèque nationale ISSN : 0833-8965 Imprimé par les travailleuses et travailleurs syndiqués de l'Imprimerie Hebdo-Litho
 La recension <b>Marc Nantel</b> 8	
 La page éditoriale <b>Simon Rainville</b> 9	
 Le mouvement des femmes <b>Marie-Claude Girard</b> 12	



Les déclinistes.  
Ou le délire du « grand remplacement »  
Alain Roy  
Écosociété, 2023

Découvrez la saison 2!

**PRENDRE LES DEVANTS**

Animé par **Éric Gingras**

prendrelesdevants.com



Centrale des syndicats du Québec

## Le rôle pivot de Michael Sabia

### Le REM de Wall Street

Pierre Dubuc

Dans un texte paru sur le site de Radio-Canada, le 1<sup>er</sup> septembre 2023, le journaliste Alec Castonguay y va de révélations très intéressantes sur la naissance du Réseau électrique métropolitain (REM).

Il raconte comment le projet de confier à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) découle des pressions exercées par les agences de notation de New York sur le gouvernement nouvellement élu de Philippe Couillard en 2014.

En campagne électorale, le Parti libéral avait promis de faire redémarrer l'économie québécoise en investissant 15 milliards de dollars sur dix ans dans des projets d'infrastructures, dont plusieurs milliards dès un premier mandat.

Mais – scénario classique – le gouvernement nouvellement élu constate que le déficit budgétaire de 1,75 milliard de dollars prévu par le gouvernement sortant ne tient plus. Les fonctionnaires du ministère des Finances l'évaluent à plus du double, voire du triple.

Bien plus, les fonctionnaires du ministère des Finances, qui sont en communication constante avec les grandes agences de notation et de crédit de New York (Moody's, Standard and Poor's et Fitch), font état de rumeurs qu'elles s'approprieraient à baisser la cote de crédit du Québec.

#### SUR LES TRACES DE LUCIEN BOUCHARD

Philippe Couillard confie à Alec Castonguay – et pour la première fois publiquement – qu'il a décroché le téléphone pour rassurer les agences de notation. Il s'engageait personnellement à rétablir les finances publiques.

Le premier budget Leitão, déposé en juin 2014, prévoit finalement un déficit de 2,35 milliards de dollars. Treize des vingt-deux ministères subissent des compressions importantes, dont 19 % au ministère de l'Environnement. Et la promesse de dépenser 15 milliards de dollars en infrastructures sur 10 ans disparaît pour de bon, rappelle Alec Castonguay.

Ce faisant, Philippe Couillard marchait dans les traces de Lucien Bouchard. Rappelons les faits. Dans un article paru dans le journal *Les Affaires* du 5 novembre 2005, Lucien Bouchard a révélé comment, à la fin juin 1996, il était accouru à New York – dans un avion loué pour que la chose demeure secrète – pour rencontrer les financiers de Wall Street qui menaçaient de déco-

ter le Québec. On connaît la suite. Ce fut le sommet du déficit zéro avec ses compressions budgétaires dont on sait encore les conséquences, particulièrement dans le réseau de la santé, et, au plan politique, le démantèlement de la coalition des Partenaires pour la Souveraineté que M. Parizeau avait mise sur pied. Les milieux d'affaires pouvaient se réjouir. La menace d'un nouveau référendum était écartée. Pour une deuxième fois en moins d'un an, l'argent venait de battre les souverainistes.

Au cours de sa carrière, Jacques Parizeau avait développé une autre attitude à l'égard des milieux financiers. Dans un documentaire, il déclarait, après avoir expliqué comment il avait réussi, sous le gouvernement Lesage, à briser le syndicat financier qui avait provoqué la défaite de Duplessis en 1939 et intimidait les gouvernements du Québec : « Si tu n'es pas baveux avec les banques, elles vont te manger tout cru. »



Michael Sabia

Photo : Jacques Nadeau/Le Devoir

**Michael Sabia a déclaré être favorable à des partenariats public-privé avec Hydro-Québec. Et le tandem Legault-Fitzgibbon d'approuver! Rien de quoi rassurer ceux qui craignent une privatisation en douce de ce fleuron québécois.**

#### LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Revenons au récit de Castonguay. Philippe Couillard, qui est un lecteur assidu du magazine britannique *The Economist* – la bible du néolibéralisme, – constate que les caisses de retraite et les grands fonds de pension du monde investissent dans les infrastructures. Particulièrement en Europe et en Asie – l'Eurostar en France ou l'aéroport de Heathrow à Londres – mais aussi au Canada avec la Canada Line à Vancouver. Alors pourquoi pas la Caisse de dépôt au Québec?!

Michael Sabia, le PDG de la Caisse, est alors convoqué au bureau du premier ministre. Philippe Couillard raconte à Castonguay se souvenir du sourire de Sabia lorsqu'il lui fait part de son projet de confier à la Caisse la mission d'investir dans de gros projets d'infrastructures : « C'est comme s'il attendait impatiemment qu'un gouvernement lui en parle. »

Sabia ajoute qu'il ne veut pas seulement investir dans de grands projets d'infrastructures au Québec, mais qu'il veut en être le gestionnaire, l'opérateur,

comme la CDPQ le fait déjà dans l'immobilier. Il ajoute que si la CDPQ embarque dans les projets du train léger sur rail du pont Champlain et de la navette entre l'aéroport et le centre-ville, le gouvernement devra rester à l'écart autant que possible. Pas question de choisir le trajet, les arrêts ou de se mêler des appels d'offres et du choix des fournisseurs. Couillard répond : « J'ai accepté. C'était leur argent, après tout. » Avis à ceux qui croient que la Caisse administre « notre » argent et que « notre » gouvernement a autorité sur la Caisse.

Castonguay poursuit : « Quelques jours après l'annonce de la création de la filiale CDPQ Infra, Philippe Couillard prend la direction de son premier Forum économique mondial de Davos. Un matin, il assiste à une conférence sur l'implication des caisses de retraite dans les projets d'infrastructures. L'homme qui monte sur scène pour prendre la parole devant les riches et puissants de la planète est... Michael Sabia! »

Sabia invente à ce moment-là l'expression qui sera régulièrement utilisée par la suite pour décrire les projets de la CDPQ Infra au Québec : partenariat public-privé.

#### LA BANQUE DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

La journaliste Linda McQuaig affirme que le Réseau électrique métropolitain (REM) a servi de modèle pour la création de la Banque de l'infrastructure du Canada. Dans son livre *The Sport & Prey of Capitalists. How the Rich Are Stealing Canada's Public Wealth* (Dundurn, 2019), elle dévoile les tractations secrètes qui ont mené à la création de la Banque de l'infrastructure du Canada.

Selon McQuaig, la conception de cette banque, telle qu'elle apparaissait dans la plate-forme électorale du PLC, a complètement été transformée après une rencontre à Davos, à la fin du mois de janvier 2016, entre Justin Trudeau et le financier Larry Fink, organisée par Dominic Barton. Ce dernier était alors

directeur général de la plus importante firme de consultation au monde, McKinsey & Company, et Fink était le PDG de BlackRock, le plus important gestionnaire d'actifs sur la planète. Michael Sabia deviendra le premier président du conseil d'administration de la Banque de l'infrastructure.

McQuaig rapporte les déclarations de Michael Sabia au Toronto Board of Trade. « Pour des investisseurs spécialisés dans le long terme, les offres d'investissements dans les infrastructures ne sont pas faciles à trouver aujourd'hui; un investissement stable avec un retour entre 7 % et 9 % avec peu de risques de pertes – c'est exactement ce dont nous avons besoin pour répondre aux besoins à long terme de nos clients. »

C'est le modèle du REM. Il est financé à un taux d'intérêt de huit pour cent, soit le rendement minimum assuré à CDPQ Infra, alors que le gouvernement provincial pourrait obtenir un taux de trois ou quatre pour cent.

Entre sa présidence à la Banque de l'infrastructure et sa nomination à la tête d'Hydro-Québec, Sabia a été sous-ministre des Finances du Canada où il a fait inclure dans le dernier budget un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les investissements dans les systèmes de production d'électricité sans émission (comme l'éolien ou le solaire), de production d'électricité au gaz naturel (dans laquelle les émissions sont en partie captées), dans les systèmes de stockage de l'électricité et l'équipement de transport d'électricité entre les provinces et territoires.

Un autre crédit d'impôt remboursable, celui-là de 30 %, s'appliquera aux investissements dans « les machines et l'équipement utilisés pour fabriquer ou transformer les principales technologies propres ainsi que pour extraire, transformer ou recycler certains minéraux critiques ».

Tout cela est à mettre en lien avec le plan Biden de découplage des minéraux stratégiques d'avec la Chine en prévision d'un affrontement militaire avec l'empire du Milieu et les pressions de Washington pour le développement rapide de l'exploitation minière au Québec et au Canada. Une économie de guerre en gestation, présentée sous la fallacieuse expression de « transition énergétique ».

Dans toute cette perspective, constatons encore une fois sans surprise que Michael Sabia a déclaré être favorable à des partenariats public-privé avec Hydro-Québec. Et le tandem Legault-Fitzgibbon d'approuver! Rien de quoi rassurer ceux qui craignent une privatisation en douce de ce fleuron québécois.

**Nous conseillons donc à ceux qui cherchent à comprendre la récente frénésie du gouvernement Legault à augmenter de 50 % la production d'électricité au Québec de regarder attentivement du côté de Wall Street et de Washington. ◀**

**FIER DE PARTICIPER À VOTRE ÉVÈNEMENT!**

**MARIO BEAULIEU**  
Député de La Pointe-de-l'Île

12500, boul. Industriel, Montréal, H1B 5P5  
514-645-0101 | mario.beaulieu@parl.gc.ca

## Les Québécois, plus grands consommateurs d'eau potable au monde

### Protéger l'eau. Arrêtons de le dire et agissons!

Monique Pauzé

Tout le monde est d'accord, l'eau est une richesse à préserver. Si au Québec, l'eau coule à flots, ailleurs, souvent moins loin que vous pouvez l'imaginer, près de deux milliards d'êtres humains n'ont pas d'accès à l'eau potable. De plus, entre deux et trois milliards de personnes dans le monde connaissent des pénuries d'eau et, selon les Nations Unies, ces pénuries vont s'aggraver au cours des décennies à venir – en particulier dans les villes.

Quand je parle du manque d'accès à l'eau potable et que je demande aux gens quelle est la première image qui leur vient en tête, la quasi-totalité imagine une jeune femme africaine se promenant avec des carafes d'eau. Ils sont toujours étonnés d'apprendre qu'au Canada, il y a encore des communautés qui vivent sans eau potable. Eh oui, malgré la promesse de Justin Trudeau en 2015, une trentaine de communautés autochtones n'ont toujours pas l'eau potable.

D'ailleurs en avril 2022, Radio-Canada rapportait que transporter ses bidons pour aller chercher de l'eau potable, se laver avec de l'eau en bouteille, faire bouillir l'eau... ces gestes sont encore quotidiens dans trente-trois communautés autochtones du pays, dont près de 80 % en Ontario. L'eau potable reste un luxe devenu un traumatisme à force de l'attendre, de l'espérer. Au Canada, la nation Neskantaga du nord de l'Ontario est la commu-

nauté qui souffre depuis le plus longtemps du manque d'accès à l'eau potable. Ils attendent depuis près de trente ans. À seulement dix km de Calgary, une communauté autochtone n'a pas d'eau au robinet. Incroyable! Au Québec, les problèmes d'eau potable ont aussi touché la communauté autochtone anichinabée de Kitigan Zibi.

Les villes ne sont pas non plus à l'abri de pénurie d'eau. On le voit déjà lorsque le niveau des rivières baisse et que les villes demandent aux citoyens de réduire leur consommation d'eau.

L'eau constituera tout un défi au cours des prochaines années. En fait, ça l'est déjà. Voilà pourquoi, en septembre dernier, j'ai assisté à un forum qui tentait de répondre à la question : Quel avenir pour l'eau douce au Canada? Je ne suis pas certaine qu'on ait trouvé une réponse.

Les mots que j'ai le plus entendus sont : collaboration, échanges, avoir des données claires. On ne peut pas être contre la vertu, mais il y a tellement d'organismes, de ministères, de citoyens impliqués dans la gestion de l'eau, dans sa protection, comment se fait-il que nous ne soyons pas plus informés ou plus mobilisés?

#### PÉNURIE ET ABONDANCE

Si l'eau semble être une ressource inépuisable pour certains, sa rareté se constate localement. Chaque jour, plus



Au Canada, la nation Neskantaga du nord de l'Ontario est la communauté qui souffre depuis le plus longtemps du manque d'accès à l'eau potable. Ils attendent depuis près de trente ans.

de 2 300 personnes – dont 700 enfants âgés de moins de cinq ans – meurent de maladies provoquées par de l'eau insalubre, des infrastructures déficientes et un manque d'hygiène. Selon l'ONU, au moins deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée par des excréments, les exposant à des maladies mortelles : choléra, dysenterie, typhoïde ou polio.

Nous sommes de grands privilégiés. Alors que seulement 0,0007 % de l'eau douce de la planète est accessible, le Québec possède 3 % des eaux douces renouvelables de la planète. Le Canada dispose quant à lui de 20 % des ressources d'eau douce de la planète. Pour plusieurs, l'eau est une ressource inépuisable. Sans doute est-ce pour cela qu'on la gaspille autant. J'ai honte de l'admettre, mais les Québécois sont les plus grands consommateurs d'eau potable au monde.

Par exemple, un Montréalais consomme en moyenne 367 litres chaque jour, alors qu'un Canadien en

consomme en moyenne 220 litres. Les Européens semblent beaucoup plus sensibles au gaspillage de l'eau que nous. En comparaison, en Angleterre, les gens consomment 140 litres par jour alors que les Français se limitent à 120 litres.

Si les individus doivent faire plus d'efforts et modérer leur consommation d'eau, les gouvernements doivent protéger l'eau à tout prix contre des pratiques entraînant sa contamination.

Actuellement, la réponse du gouvernement fédéral a été de créer l'Agence canadienne de l'eau. Mais, personne ne sait très précisément ce que cette agence va faire. Rappelons que l'eau douce relève de la compétence des provinces. Si la protection de cette ressource essentielle nécessite l'engagement de divers ordres de gouvernement, il est clair, pour le Bloc Québécois, que chacun doit néanmoins savoir s'acquitter de ses responsabilités, en respectant les compétences législatives des uns et des autres.

#### GOVERNANCE ET PROTECTION

Au Québec, malgré la grande présence de rivières et de lacs, l'eau souterraine est la plus sollicitée. Selon le ministère de l'Environnement, elle permet d'approvisionner près de 90 % du territoire habité et ainsi fournir 20 % de la population. Encore une fois, cette richesse se doit d'être protégée.

En juillet dernier, nous avons appris la contamination de l'eau potable de l'arrondissement de La Baie par des PFAS (une famille de plusieurs milliers de substances chimiques connues pour leur persistance dans l'environnement) découlant d'activités menées à la base militaire de Bagotville. La mairesse de Saguenay confirmait que 3 736 domiciles habités par environ 8 000 citoyens auraient été exposés aux contaminants PFAS. La ville entérinait par la suite deux règlements pour une somme de près de six millions \$ afin de répondre à cette situation.

Pourtant, durant tout le déroulement de ces événements, jamais le gouvernement fédéral ne s'est fait entendre. Le premier ministre, la ministre de la Défense nationale, Anita Anand, et Pablo Rodriguez, le lieutenant du Québec, agissent comme si la base de Bagotville relevait de la responsabilité de la Ville de Saguenay.

Un autre exemple que l'eau est en péril est la contamination de l'eau aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et au cuivre émanant d'un centre de recyclage en territoire mohawk qui, aux dires de plusieurs, est devenue une véritable bombe environnementale pour Québec et Ottawa. Comme ce centre dirigé ne dispose d'aucun système de récupération et de traitement des eaux conforme aux normes environnementales, les eaux contaminées se répandent abondamment jusqu'au lac des Deux Montagnes. Malgré les missives envoyées par le gouvernement fédéral aux propriétaires du site, en 2020, exigeant des améliorations au système de captation des eaux toxiques, rien ne s'est fait. Le Québec a mené deux enquêtes qui ont permis de remettre le dossier entre les mains du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

#### AGRICULTURE

Je m'en voudrais d'écrire un texte sur l'eau sans parler d'agriculture puisque ce secteur d'activité accapare 70 % de nos ressources en eau. Qui plus est, la crise de l'eau, c'est celle du climat et de l'environnement.

Pour plusieurs agriculteurs, ce fut un été désastreux. Il y a eu ces pluies torrentielles, mais également des gels tardifs en juin, de la chaleur extrême, des vents violents, sans oublier que le soleil a manqué à l'appel. L'été 2023 a été un des plus gris de l'histoire, notamment à Montréal. Conséquence, beaucoup moins de fruits et légumes locaux furent disponibles pour les consommateurs cet été.

Les précipitations ont dépassé la normale dans plusieurs régions. Environnement et changement climatique Canada estime que 366 millimètres de pluie sont tombés dans le secteur de Mont-Joli dans la région du Bas-Saint-Laurent pendant les mois de juin, juillet et août 2023, soit une hausse de 41 % par rapport aux normales de saison. Pour la Gaspésie, les précipitations reçues totalisent 510 millimètres d'eau, une hausse de 123 %.

Si cette année, la pluie a fait des ravages dans les champs du Québec, il ne faut pas oublier les sécheresses des dernières années. Les données compilées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) montrent que le total des indemnités versées aux entreprises agricoles à cause de pertes de revenus liées à la sécheresse est passé d'environ deux millions de dollars en 2016 à près de quatorze millions \$ en 2021, avec un pic en 2020 à trente-cinq millions de dollars.

Des moments incertains nous guettent. Nous devons nous retrousser les manches et s'attaquer au défi que constitue la protection de l'eau. ◀

L'autrice est députée du Bloc Québécois

# L'écueil démographique

## Le prix des loyers va plus que doubler d'ici 2030

### Ruée vers le Québec

Gabriel Ste-Marie

**N**ous vivons une véritable crise du logement. À cause des prix et des taux d'intérêt, il n'y a pratiquement plus de nouveaux acheteurs. Les locataires qui doivent déménager paient des prix de fous. Il manque cruellement de logements sociaux et l'itinérance touche désormais toutes les régions et villes du Québec.

Mon collègue Denis Trudel, porteur notamment du dossier du logement au Bloc Québécois, achève sa tournée du Québec sur cette question. Nous attendons son rapport au cours des prochains mois. Nous savons déjà que, depuis qu'Ottawa s'est retiré du logement social, il y a une trentaine d'années, le Québec a essayé de sauver les meubles et que la situation est moins pire au Québec qu'ailleurs au Canada.

Justin Trudeau a réinvesti dans le logement abordable, mais jamais suffisamment pour rattraper le retard. Et il préfère le concept de logement abordable à celui de logement social, car c'est un concept flou. Les sommes octroyées ne se retrouvent pas toujours dans le logement réellement abordable.

#### DES MILLIONS DE DOLLARS BLOQUÉS

De plus, l'argent voté à Ottawa prend des années pour se rendre sur le terrain. Cherchant toujours à accaparer des champs de compétences qui ne sont pas les siens, Ottawa négocie des

ententes province par province et se bute au Québec, qui, lui, défend ses compétences. Il en résulte que les ententes Ottawa-Québec sont toujours les dernières à être signées.

Présentement, il y a 900 millions \$ à la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) qui pourraient servir à financer des projets de logements sociaux au Québec. Mais ils sont bloqués, faute d'une entente Ottawa-Québec. Un autre exemple : la SCHL tarde à signer avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) une entente pour la rénovation des 4 481 unités d'habitation qui sont inoccupées. Il faut croire que la crise actuelle n'est pas assez grave pour accélérer les délais à Ottawa!

Si le marché de l'habitation s'est autant détérioré, c'est que la demande en logements est plus grande que l'offre disponible. Il faut, entre autres, davantage de logements sociaux pour les personnes et les ménages à plus faibles revenus. Dans le contexte de hausse des taux d'intérêt, les mises en chantier ralentissent, amplifiant le problème. Ottawa supprime la TPS pour la construction de nouveaux logements locatifs, mais l'effet de cette mesure devrait être très marginal. L'absence de logements et de logements sociaux exige qu'on stimule l'offre. Mais il faut aussi prendre en considération la hausse spectaculaire de la demande, directement liée à l'augmentation de la population.



Les économistes calculent qu'il manquera 3,5 millions de logements au Canada dans sept ans!

Photo : Factual Info

#### L'EFFET DU BOOM DE L'IMMIGRATION

Commentant les dernières statistiques démographiques, Nicolas Bérubé de *La Presse* a récemment titré son article : « Du jamais vu depuis le baby-boom ». Il rapporte les propos de Laurent Martel, le directeur de la division de la démographie à Statistique Canada : « Quelque 400 000 résidents permanents ont été admis au pays au cours des 12 derniers mois, tandis qu'environ 600 000 résidents non permanents sont arrivés au Canada au cours de la même période. » Bien évidemment, les travailleurs temporaires ont aussi besoin d'un toit. Les nouvelles constructions n'arrivent pas à répondre à cet afflux d'un million de personnes.

Selon le chroniqueur économique de *La Presse*, Francis Vailles, la pénurie de logements va continuer à s'aggraver, poussant les loyers à la hausse : « L'une des principales raisons n'a rien à voir avec la spéculation, l'offre de logements ou les normes municipales, mais avec la demande, notamment le boom d'immigration planifié par Ottawa. » Il rappelle que ce constat est aussi partagé par les analystes de la Banque Nationale.

Francis Vailles se réfère à une récente étude de la SCHL intitulée *Pénurie de logements au Canada – Mise à jour sur la quantité de logements nécessaire d'ici 2030*. Selon leur scénario de référence, les économistes calculent qu'il manquera 3,5 millions de logements dans sept ans! Au Québec, pour combler les besoins, il faudrait dès maintenant multiplier par trois le nombre de mises en chantier.

Et la situation est nettement plus préoccupante que le scénario de base de l'étude. Car ce scénario utilise la hausse moyenne de la population observée entre 2010 et 2020, alors qu'elle est actuellement beaucoup plus élevée. Et les objectifs sont à la hausse. Ottawa s'est engagé, sur la base du rapport de la Century Initiative de la firme McKinsey à faire passer la population canadienne à 100 millions de personnes en 2100.

En tenant compte des dernières données démographiques, qui comptabilisent des résidents non permanents, la SCHL a confirmé aux membres du Comité des Finances que le scénario de base devrait être dépassé, de même qu'un autre scénario basé sur une croissance démographique plus élevée.

Déjà, leur scénario de base inquiète, mais il inquiétera probablement encore plus avec la prochaine mise à jour des taux de croissance de la population qui devrait refléter les récentes données démographiques.

#### ESSOR DE LA MIGRATION INTERPROVINCIALE

Pour répondre à cette hausse démographique, plus de quatre millions de logements devront être construits. Fait majeur, 27 % des besoins en nouveaux logements sont au Québec, soit 1,1 million de logements. L'étude est claire, même si le Québec ne sélectionne que 12 % de l'immigration totale, 27 % des besoins en nouveaux logements seront chez nous. D'où vient cet écart? De la migration interprovinciale.

Puisque le coût des loyers est beaucoup plus élevé en Ontario et en Colombie-Britannique qu'au Québec malgré les récentes hausses démesurées, la SCHL anticipe une forte migration de ces provinces vers le Québec. Selon ce scénario, la SCHL prévoit que le prix des loyers au Québec va plus que doubler d'ici 2030! Bref, les récentes hausses, aussi spectaculaires soient-elles, ne seraient qu'un début.

Donc, l'objectif d'Ottawa d'arriver à 100 millions d'habitants en 2100 – soutenu par les libéraux, les conservateurs et les néodémocrates – ne constitue pas seulement un risque sévère pour la survie du français ou la marginalisation du Québec dans le Canada, mais vient accentuer la pénurie de logements à cause de la migration interprovinciale.

On le constate déjà à Montréal et dans les régions, de plus en plus de citoyens de l'Ontario et de la Colombie-Britannique viennent s'installer au Québec à la recherche d'un logement plus abordable. Cette migration accroît la pénurie de logements au Québec. Ce phénomène est encouragé par le télétravail.

À Montréal, c'est un autre coup dur pour la langue française. Ces migrants provinciaux sont dans leur pays, ils sont habitués à vivre dans la langue de Shakespeare et ils seront nombreux à ne pas faire l'effort d'adopter notre langue officielle dans la vie de tous les jours.

Le Québec a toujours été et sera toujours une terre d'accueil. L'immigration permet d'enrichir notre culture et dynamise notre société. Or, les seuils records déterminés par Ottawa font que nous n'aurons pas les infrastructures suffisantes pour accueillir dignement autant de monde aussi rapidement.

Développer de telles infrastructures prend du temps. C'est vrai pour le logement, mais aussi pour l'éducation et la santé. Si le Québec choisit d'accueillir moins d'immigrants, l'étude de la SCHL montre que son choix est contrecarré par la migration interprovinciale. Notre demi-État n'est pas souverain et ne peut adopter pleinement les politiques nécessaires. Encore une fois, les projets du voisin vont déterminer notre avenir. ◀

## Un soutien à renouveler : campagne Centraide 2023

C'est avec fierté que nous sollicitons à nouveau vos dons cette année pour soutenir la mission indispensable de Centraide du Grand Montréal lors de la campagne de financement 2023.

Centraide du Grand Montréal finance des organismes vers lesquels nos membres en difficulté sont dirigés grâce au Programme d'aide aux membres (PAM) du Syndicat. Pour en savoir plus sur les différents organismes d'aide, composez le 211.

Que ce soit l'aide en urgence alimentaire, la lutte contre la violence familiale, l'intégration sociale de personnes, et beaucoup d'autres situations de vie difficiles, Centraide est plus que jamais présent en finançant les organismes partenaires. Soutenons Centraide dont les actions génèrent des impacts durables sur les conditions de vie des personnes vulnérables.

Soyons plus solidaires que jamais !

L'équipe syndicale du SFMM (SCFP)

Source : centraide-mtl.org



#### À GO, ON CENTRAIDE

1 personne sur 5 reçoit notre aide.  
5 personnes sur 5 en bénéficient.

61,8 M\$ Investis dans les communautés de Laval, de Montréal et de la Rive-Sud.

375 organismes et projets communautaires soutenus.

 Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal – SCFP  
sfmm429.qc.ca



**Centraide**  
du Grand Montréal

L'auteur est député du Bloc Québécois

# Solidarité internationale

## L'Internationale des services publics, section Amérique du Nord

### Des services publics menacés

Luc Allaire

La pénurie de main-d'œuvre du personnel professionnel dans les réseaux de la santé est devenue un phénomène mondial. En 2016, il manquait 19 millions de personnes, et la situation s'est détériorée après la pandémie de COVID-19.

Tel est le constat qu'a fait d'entrée de jeu la secrétaire générale de l'Internationale des services publics (ISP), Rosa Pavanelli, lors d'une réunion des syndicats affiliés de l'ISP Amérique du Nord qui s'est tenue à Washington les 7 et 8 septembre derniers, en prévision du congrès de l'ISP qui aura lieu en octobre à Genève.

L'une des priorités de ce congrès sera la lutte à la privatisation et la promotion des services publics de qualité. D'où le cri du cœur de la secrétaire générale qui s'inquiète de l'effet des pénuries de main-d'œuvre sur la qualité et l'accessibilité des services publics.

Selon l'ISP, cette pénurie de main-d'œuvre est exacerbée par l'iniquité fiscale, les entreprises multinationales ne payant pas leur juste part d'impôts. De nombreux rapports de l'OCDE et de l'ONU démontrent en effet que de nombreuses entreprises pratiquent de l'évitement fiscal en déclarant leurs profits dans les paradis fiscaux.

Cet évitement fiscal et ces inégalités entraînent des conséquences désastreuses sur les revenus des États et, par voie de conséquence, sur le financement des services publics, notamment en santé et en éducation. Plusieurs États présentent alors la privatisation des services publics comme solution à l'accès aux services de santé et d'éducation.

L'ISP appuie les efforts faits par l'OCDE afin de rendre la fiscalité internationale plus équitable. Cependant, ces efforts se heurtent à des gouvernements de droite de plus en plus nombreux. Par exemple, le gouvernement italien dirigé par la première ministre d'extrême droite, Giorgia Meloni, a réduit l'imposition des revenus élevés sans toucher à l'imposition des gens à revenu modeste.

#### RECRUTEMENT DES PERSONNELS DE SANTÉ

Plusieurs pays du Nord aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la santé ont trouvé comme solution d'aller recruter des professionnels de la santé dans les pays du Sud, accroissant ainsi les inégalités entre pays du Sud et ceux du Nord.

Selon les données de l'Organisation internationale du travail, il y a douze fois plus de personnes qui travaillent dans le secteur de la santé dans les pays à haut revenu comparativement aux pays à revenu modeste. Ce recrutement dans les pays du Sud s'est accru avec la pandémie.

L'Allemagne, par exemple, a négocié un accord bilatéral avec le Brésil pour le recrutement d'infirmières. Les syndicats, qui n'ont pas été impliqués dans la négociation de cet accord, dénoncent la prétention qu'il y aurait un surplus d'infirmières au Brésil. C'est faux, dénoncent les syndicats, puisque les ratios infirmières/patients ne sont pas respectés.

L'ISP ne dit pas qu'il faut arrêter toute migration du personnel de la santé du Sud vers le Nord. Mais elle souhaite que cela se fasse de manière encadrée. Genevieve Gencianos, chargée du programme Migration à l'ISP,



Plusieurs pays du Nord aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre ont trouvé comme solution d'aller recruter des professionnels de la santé dans les pays du Sud.

donne en exemple l'Accord bilatéral sur le travail des infirmières entre l'Allemagne et les Philippines. « Cet accord vise à réduire la pénurie d'infirmières en Allemagne et le taux de chômage des infirmières aux Philippines, explique-t-elle. Il est géré par un comité de monitoring conjoint dans lequel les syndicats des deux pays sont engagés. L'implication des organisations syndicales dans ce type d'entente est essentielle », insiste-t-elle.

Cet accord bilatéral est basé sur les conventions de l'ONU qui couvrent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, sur les normes du travail dans le domaine des soins de santé de l'Organisation internationale du travail (OIT), et sur le code de pratique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le recrutement international du personnel de la santé.

L'ISP plaide en faveur d'une gouvernance de la migration des travailleuses et travailleurs de la santé qui soit

basée sur les droits, qui soit socialement juste et soutenable, et qui laisse une place importante au dialogue social.

#### CAPITALISME ET FONDS DE PENSION

La gestion des fonds de pension est aussi devenue un enjeu majeur, car certains de leurs investissements favorisent la privatisation et la marchandisation des services publics.

« Les fonds de pension canadiens sont considérés comme des leaders dans ce secteur, affirme Kevin Skerrett du Syndicat canadien de la fonction publique. Ainsi, le gouvernement Bolsonaro a fait un appel d'offres, il y a quelques années, pour privatiser les services publics d'eau à Rio de Janeiro au Brésil. Or, c'est un fonds de pension canadien qui a gagné cet appel d'offres et a décidé d'investir dans ce projet. Quand nous avons appris cela, plusieurs syndicats canadiens ont dénoncé cette situation, dont le SCFP, la NUPGE et le CTC. »

Que pouvons-nous faire comme organisations syndicales à ce sujet? « L'une des avenues possibles concerne la gouvernance des fonds de pension. Les organisations syndicales doivent obtenir un droit de regard. L'impératif des fonds de pension ne doit pas être uniquement l'obtention des meilleurs rendements. »

#### LES SYNDICATS ET UNE TRANSITION JUSTE

La transition juste constitue une autre priorité qui sera discutée au congrès de l'ISP. « La crise climatique est multicausale, a expliqué le secrétaire général adjoint de l'ISP, David Boys. Mais un élément important est le contrôle des grandes compagnies multinationales sur les décisions gouvernementales. Nous voyons aujourd'hui les résultats de décennies de déni des changements climatiques par les grandes corporations. »

Le travail de l'ISP consiste à mener des recherches sur les impacts des changements climatiques sur la justice économique, la justice sur les lieux de travail et sur le genre ainsi que des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès des gouvernements.

Toutefois, pendant que les organisations syndicales réclament des services publics plus forts, pour les services d'eau, la santé et l'éducation, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international font pression sur les gouvernements du Sud global pour qu'ils réduisent leurs dépenses dans les services publics et accordent des contrats à des compagnies privées.

#### LE CONGRÈS DE L'ISP

Le Congrès de l'ISP débutera le 14 octobre à Genève. Cinq organisations syndicales québécoises y seront représentées : la CSQ, la FIQ, l'APTS, le SFPQ et le SPGQ. ◀



**L'ÉDUCATION**  
**C'EST COLLECTIF**

Il faut plus qu'un ministre pour assurer la réussite éducative

**CSQ**  
Centrale des syndicats du Québec  
lacsq.org

# Le mouvement syndical

Entrevue avec Jean-François Guilbault, président du Syndicat de Champlain (CSQ)

## Sans changements, la saignée va se poursuivre

Orian Dorais

**S**i l'on se fie à l'histoire récente, négocier avec un front commun de la fonction publique est toujours un exercice délicat pour un gouvernement. En décembre 2005, les libéraux avaient usé d'une loi scélérate pour forcer le retour au travail des centaines de milliers de travailleurs en grève. Quinze mois plus tard, le PLQ enregistrait l'un des pires scores de son histoire (33 %) lors de l'élection provinciale de 2007 et se retrouvait en situation minoritaire.

Les négociations avec les alliances intersyndicales en 2010 et 2015 ont certes été moins dramatiques, mais ni Jean Charest ni Philippe Couillard n'ont su donner de réponses satisfaisantes aux exigences des syndicats. Cette intransigeance a probablement contribué à leur défaite respective en 2012 et 2018.

La pandémie a permis à François Legault d'éviter la formation d'un front commun en 2020, mais il y est aujourd'hui confronté, alors que son gouvernement montre de plus en plus de signes de fatigue. Des négociations bâclées avec les employés de l'État pourraient-elles constituer le début de la fin pour la CAQ? Chose certaine, le secteur public a besoin d'un sérieux changement d'orientation. Coup d'oeil sur les enjeux des présentes négociations, avec Jean-François Guilbault, président du Syndicat de Champlain (CSQ).

**ORIAN DORAIS :** M. Guilbault, comment se déroule la mobilisation dans votre propre syndicat?

**JEAN-FRANÇOIS GUILBAULT :** En commençant, vous n'êtes pas sans

savoir que le personnel scolaire est à bout de souffle. Donc, après les consultations menées auprès de nos membres au printemps 2022, on est ressorti avec un mandat assez clair : hausser les moyens de pression. Juste après l'élection d'octobre 2022, le syndicat a déposé ses demandes et, depuis plusieurs mois, on multiplie les campagnes de visibilité. On fait des représentations, à la fois dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, du placardage, des manifestations, des visites auprès des députés, etc.

On pratique aussi la chasse au ministre de l'Éducation (rires), si je puis dire, dans le sens où on suit M. Drainville chaque fois qu'il se présente sur notre territoire, pour lui faire passer notre message. Sinon, pour montrer notre appartenance au mouvement, nos membres portent les couleurs du front commun chaque jeudi. À ce propos, au moment où je vous parle, le Syndicat de Champlain est en train de tenir des assemblées générales pour les cinq accréditations qu'il représente et les membres vont avoir à se prononcer sur une possible grève, dans le contexte du front.

### UN APPUI POPULAIRE

**O. D. :** Pensez-vous que nous nous dirigeons vers une grève générale illimitée du secteur public, similaire en envergure à celle de '72?

**J.-F. G. :** Vous comprendrez que je n'étais pas là, il y a cinquante ans, mais je peux vous dire que ça fait vingt-cinq ans que j'œuvre dans le milieu de l'éducation et plus de vingt ans que je m'implique au niveau syndical, et je n'ai jamais vu un soutien aussi fort à des mandats pouvant aller jusqu'à la grève illimitée.



Jean-François Guilbault

Photo : Syndicat de Champlain

**Je n'ai jamais vu un soutien aussi fort à des mandats pouvant aller jusqu'à la grève illimitée.**

Si vous me passez l'expression, le niveau d'écœurement généralisé chez le personnel enseignant et de soutien atteint des sommets, donc l'appui aux actions du front commun est solide, et pas juste chez les syndiqués.

Un récent sondage montrait que 87 % des citoyens appuient nos demandes! Après, comme je le dis toujours, la grève n'est pas une fin en soi, le syndicat va toujours rester ouvert aux discussions... si le gouvernement est de bonne foi. Si ce n'est pas le cas, on va prendre les mesures qu'il faudra, avec le support de la population, ce qui n'a pas toujours été le cas.

**O. D. :** D'après ce que vous me dites, on dirait que ce front commun est différent de ceux de 2005, 2010 et 2015...

**J.-F. G. :** Oui, clairement, le contexte est différent. Cette fois-ci, l'opinion publique penche beaucoup plus de notre côté et ça se ressent sur le terrain, ce qui est plus positif. Par contre, ce qui est beaucoup plus négatif, c'est que nos membres vivent de plein fouet toutes les difficultés accumulées depuis plusieurs années.

La situation était déjà tendue avant 2020, mais la pandémie a poussé le sec-

teur public jusqu'à son extrême limite. Le nombre de démissions et de retraites anticipées a explosé, on manque de monde partout. On dirait que les gens n'ont plus rien à perdre. Par ailleurs, après deux années d'enseignement à distance, beaucoup d'élèves ont développé des retards d'apprentissage et vivent des situations précaires, donc ça augmente encore la charge de travail du personnel, alors que les ressources sont de plus en plus rares. Des travailleurs sociaux, on en cherche, des psychologues, on en cherche, des orthopédistes, on en cherche...

### LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

**O. D. :** Selon toute vraisemblance, il manquerait des dizaines de milliers d'employés sur le terrain, dans le secteur public. 50 000 juste en santé, des milliers en éducation, surtout si l'on compte tous les enseignants non légalement qualifiés... Diriez-vous que votre situation représente une tendance généralisée?

**J.-F. G. :** J'ai peur que oui. Dans les trois centres de services que nous représentons, il y aurait 700 professeurs non légalement qualifiés! Toutes les listes de candidatures sont épuisées, et encore, c'est pire dans certains établissements. Plusieurs jours après la ren-

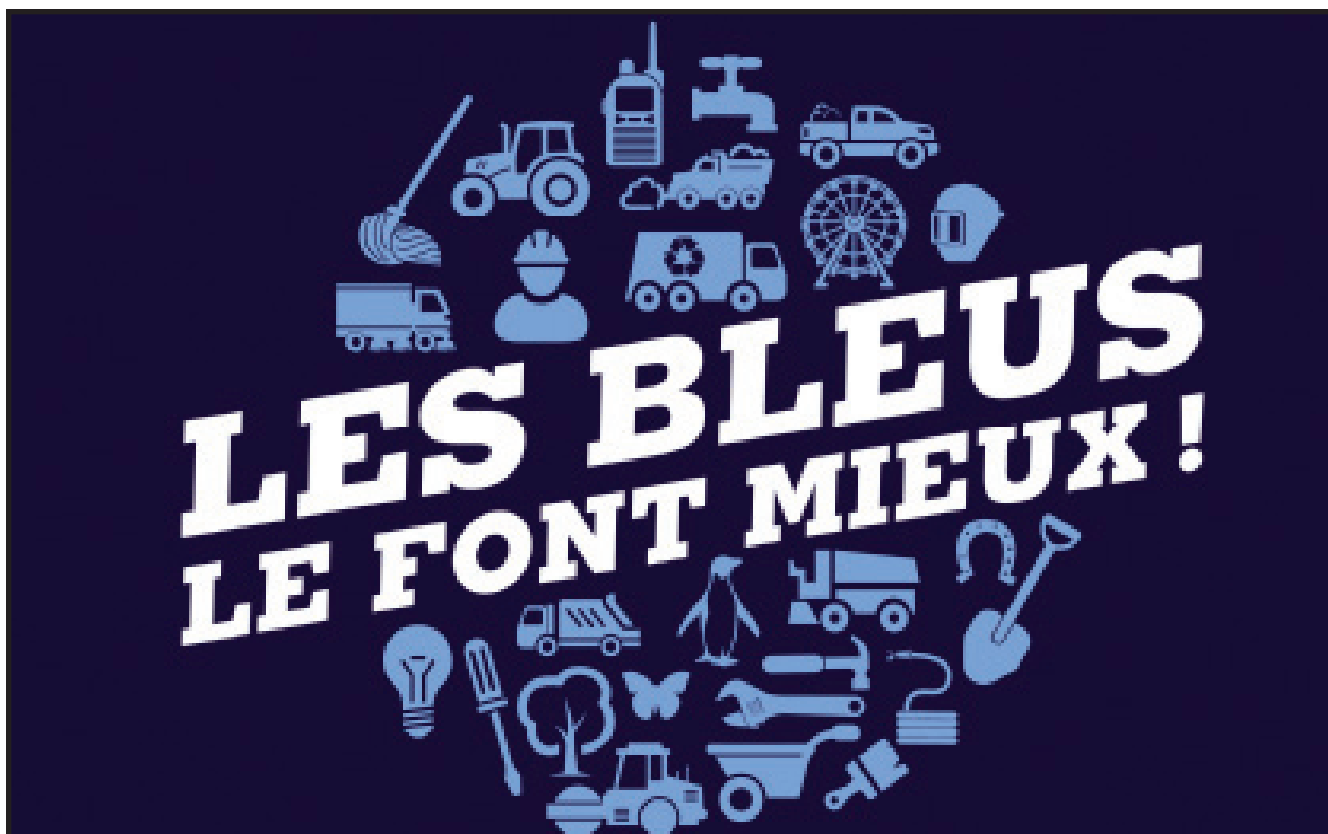
trée, il y avait encore des centaines de postes d'enseignants vacants. Et je vous épargne tout ce qui se passe en santé. Les réseaux essentiels sont à un point de rupture et, sans changements, la saignée va se poursuivre. Les négociations actuelles, c'est un rendez-vous historique et le gouvernement doit se montrer à la hauteur, pour assurer la pérennité de la fonction publique.

### LES REVENDICATIONS

**O. D. :** Y a-t-il des revendications communes à toutes les professions et tables sectorielles que vous représentez?

**J.-F. G. :** En effet, les revendications de la table intersectorielle sont communes. Au niveau du salaire, on demande 9 % sur trois ans – pas sur cinq ans, comme le propose le gouvernement – et un mécanisme automatique d'ajustement à l'inflation. Avant, le public était la locomotive des conditions salariales; aujourd'hui, on est souvent à la remorque du privé. Donc, les mesures qu'on demande permettraient un rattrapage. On demande également une plus grande contribution de l'employeur aux assurances collectives et une bonification du régime d'assurance parentale. Comme vous savez, les congés de paternité et d'adoption ne sont que de cinq semaines.

**Le gouvernement devrait aussi mettre en place une loi pour mieux protéger les lanceurs d'alerte de possibles représailles. Enfin, du côté des retraites, il faut offrir des conditions qui favorisent la rétention volontaire; les employés qui veulent continuer à travailler passé l'âge de la retraite devraient avoir des avantages. Il faudrait allonger la retraite progressive et bonifier la rente au-dessus de 65 ans. Pourtant, alors que le manque de main-d'œuvre est criant, le gouvernement maintient des mesures punitives quand nos membres restent après 65 ans! ◀**



# La recension

## Voyage au bout de la mine (Écosociété) de Pierre Céré

### Le scandale de la Fonderie Horne

Marc Nantel

UNE COMPANY TOWN

**V**oyage au bout de la mine (Écosociété, 2023) de Pierre Céré est un excellent document historique mettant en lumière le scandale de la Fonderie Horne. Pierre Céré est originaire de Rouyn-Noranda et, comme toute la population vivant autour de la Fonderie Horne depuis 100 ans, a été exposé aux émissions toxiques provenant de l'usine appartenant aujourd'hui à Glencore. Cette multinationale, reconnue aujourd'hui comme l'une des plus riches entreprises au monde siégeant en Suisse, a des pratiques commerciales fortement critiquables : évasion fiscale, utilisation de paradis fiscaux et versements de pots-de-vin qui lui ont valu plusieurs poursuites et des amendes très élevées.

Le livre de Pierre Céré a été produit en pleine tourmente citoyenne à la suite des révélations de deux études de biosurveillance produites par la Santé publique. Un vaste mouvement citoyen s'est créé à partir de 2019 afin de forcer le gouvernement à faire respecter les normes des émissions atmosphériques québécoises qui sont largement dépassées pour le cadmium, le plomb et l'arsenic. Il est à noter que l'entreprise bénéficie depuis 2007 d'un passe-droit octroyé par les autorisations ministérielles (anciennement attestations d'assainissement) émises aux cinq ans.

La population de Rouyn-Noranda s'est vue exposée, pendant des décennies, à des teneurs d'arsenic annuelles dans l'air ambiant avoisinant 200 ng/m<sup>3</sup> ce qui a augmenté le nombre de cancers du poumon, de naissances de bébés de faible poids, de maladies pulmonaires obstructives chroniques et de troubles neurologiques dans la population.

L'auteur trace l'évolution du complexe minier Horne de la Noranda Mines depuis sa mise en production en 1927 jusqu'à aujourd'hui. Cette entreprise opère depuis le début en menaçant de cesser ses opérations si les gouvernements qui se succèdent osent lui exiger des ajustements. Le livre cible bien les enjeux sociaux et environnementaux dès la mise en service de la minière Horne. Noranda est une *company town*.

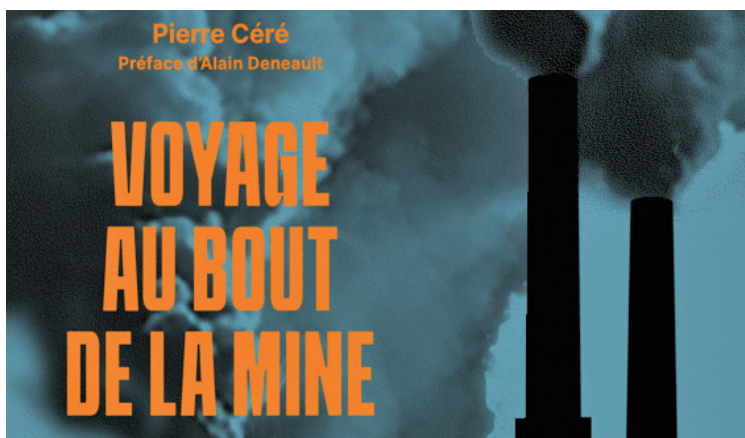
« Sous le gouvernement Taschereau des années 1920, cela va jusqu'à "mettre à l'abri Noranda Mines Limited de toute poursuite pour les dommages causés à l'environnement du district de Rouyn par sa fonderie". Pourquoi? Parce qu'on sait déjà à cette époque que "les gaz sulfureux qui se dégagent de ses fourneaux détruisent la végétation dans un rayon de quelques milles". Cette information date du 14 août 1924. »

Cette entente dresse la table à ce que vont subir les travailleurs et la population pour les 100 prochaines années.

Pierre Céré fait une grande place dans son livre au mouvement syndical qui a joué un rôle prépondérant dans l'amélioration des conditions de travail.

« Nous allons décrire comment le seul fait de s'organiser en syndicat et, pire, de revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail s'est toujours heurté, historiquement, à un monde fermé, souvent répressif, toujours manipulateur. La société de Rouyn-Noranda en porte toujours les stigmates. »

À titre d'exemple, la « grève des Fros » (diminutif de *foreigners*, terme péjoratif employé par les francophones) en 1934 fut un des événements marquants, qui a provoqué l'engagement des Canadiens français comme



Pierre Céré fait une grande place dans son livre au mouvement syndical qui a joué un rôle prépondérant dans l'amélioration des conditions de travail.

nouvelle main-d'œuvre, plus docile, pour remplacer celle composée à l'époque par les « communistes immigrants ».

L'auteur campe la mobilisation citoyenne et syndicale lors de la prise de conscience environnementale et sanitaire autour des années 70.

#### FERMETURE DE LA MINE

La mine Horne a fermé ses portes en 1976, mais la Fonderie Horne a continué ses opérations en recyclant des résidus provenant majoritairement des États-Unis et du Canada.

« Ainsi, en 1984, la Fonderie Horne construit un circuit de recyclage des matières électroniques [qui] permet de récupérer la quasi-totalité des métaux précieux et du cuivre. »

Le milieu de vie de Rouyn-Noranda devient hautement contaminé par les émissions de la fonderie. On y décrit comment l'environnement a subi une détérioration sans précédent, surtout à cause des émissions de soufre communément appelées les pluies acides.

Le mouvement syndical s'inquiète dans les années 80 pour la santé des travailleurs de l'usine. L'auteur alloue un chapitre sur l'opération Mont Sinai.

« Orchestrée par le Syndicat de la Mine Noranda au début des années

1980, il s'agissait d'étudier la santé des travailleurs. Cette gigantesque entreprise syndicale lèvera non seulement le voile sur les graves problèmes de santé vécus par les travailleurs de la fonderie, mais aussi sur ceux tout aussi graves liés à la santé publique et à la santé environnementale. »

La pression syndicale, la mobilisation citoyenne et les relations Canada-USA ont forcé l'entreprise à construire une usine de traitement des émissions de SO<sub>2</sub> et de les transformer en acide sulfurique. Pierre Céré souligne avec justesse que les gouvernements provincial et fédéral ont payé la facture au complet même si l'usine bénéficie encore des profits de la vente de l'acide sulfurique.

#### LA MOBILISATION CITOYENNE

En 2004, lors d'une grève, le syndicat a lutté pour la protection de la santé des travailleurs qui sont exposés au béryllium depuis dix ans. L'auteur souligne à grands traits leur travail. Toutefois, dans la nouvelle crise débutant en 2019, il fait le constat que le syndicat actuel de la Fonderie Horne brille par son silence; la crainte de la fermeture de l'usine étant la raison principale justifiant ce silence. On est loin de l'engagement des syndicats précédents envers la protection de ses membres et de la population.

De plus en 2004, après un pic annuel de 1 041 ng/m<sup>3</sup> en 2000, un comité interministériel recommande que la fonderie réduise ses émissions d'arsenic à 10 ng/m<sup>3</sup> en dix-huit mois dans le quartier Notre-Dame et ensuite à 3 ng/m<sup>3</sup>. Ce qui n'a jamais été mis en branle.

L'essai traite largement des enjeux actuels de la santé publique et environnementale qui ont été mis en évidence dans les deux études de biosurveillance. Il souligne, à raison, que l'élément déclencheur de la mobilisation citoyenne gravite autour du retrait de l'annexe 6 de la deuxième étude. Cette annexe présente des données alarmantes sur le nombre de cancers du poumon à Rouyn-Noranda et des autres maladies. On note que l'espérance de vie de la population qui demeure à proximité de la fonderie est inférieure de cinq ans à la moyenne québécoise. Au cœur de cette saga, on trouve le Dr Arruda qui nie avoir caché le plus longtemps possible ces données.

Une nouvelle mobilisation citoyenne s'est enclenchée en avril 2019 en réponse à la circulation des données du rapport de la première étude de biosurveillance. Le document traite de la prise de conscience du pouvoir tentaculaire de Glencore, du silence de la classe politique et de notre rapport colonialiste aux régions.

Quoique la nouvelle autorisation ministérielle soit insatisfaisante aux yeux d'une partie de la population, l'auteur note que la lutte citoyenne a fait toute la différence dans le resserrement des règles.

**Le travail de recherche préalable à cette publication est remarquable. Après la lecture de ce document, on peut mieux comprendre pourquoi, aujourd'hui encore, la population de Rouyn-Noranda est aux prises avec les contaminants de la Fonderie Horne. La menace d'une éventuelle fermeture fonctionne toujours.** ◀

MOUVEMENT POUR UN RÉGIME PUBLIC ET UNIVERSEL D'ASSURANCE MÉDICAMENTS

# La pièce manquante.



assurance-medicaments.ftq.qc.ca



# La page éditoriale

**Simon Rainville** Le grand rassemblement du Front commun du 23 septembre dernier a été un franc succès d'un point de vue militant.

## La meilleure arme du Front commun

**P**lusieurs dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs de tous les secteurs étaient présents. En marge de cette démonstration de force, des centaines d'événements de sensibilisation et de revendication sont organisés dans toutes les régions du Québec. Depuis le 18 septembre, les assemblées générales se prononcent avec force pour des mandats de grève pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée.

Malgré cela, le gouvernement fait la sourde oreille. Son discours patronal est condescendant et ses *spin doctors* inondent les médias de messages qui n'ont rien à voir avec la réalité des tables de négociation. Les « négociations » piétinent tant à la table centrale qu'aux tables sectorielles.

L'offre gouvernementale faite aux policiers, qui proposait une augmentation salariale de 21 % sur cinq ans, a été rejetée. Cela n'empêche pas la ministre Lebel de prétendre que le risible 9 % offert au secteur public est une augmentation décente. Je dirais plutôt qu'il s'agit d'une augmentation « descente », de ces descentes qui affectent une nation entière et qui appauvrissent ses membres.

### LE MÉPRIS DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT

Comment ce gouvernement caquiste, qui nous casse les oreilles avec sa volonté de créer un Québec plus riche, peut-il être à ce point méprisant avec ses employés et leur offrir des conditions de travail déplorables? Comment peut-il traiter si mal ceux et celles qui ont pour tâche d'éduquer, de soigner, d'écouter et de former les « créateurs et créatrices de richesses »? Puisque c'est de cela qu'il s'agit: le secteur public, malgré les coupes et la privatisation tous azimuts des dernières décennies, demeure le pilier du Québec.

Or, la veille de la manifestation, le Protecteur du citoyen a fait paraître un rapport dévastateur pour le gouvernement. Ce rapport montre que le manque de main-d'œuvre est à ce point criant que les services publics sont en surchauffe et prêts à l'implosion. Retards de traitement, erreurs administratives, congestion des lignes téléphoniques, manque de personnel qualifié, insuffisance des places dans les CHSLD, les services de garde et les centres jeunesse ne sont que quelques visages de cette réalité. En période de pénurie de main-d'œuvre, il ne faut pas être devin pour comprendre que la première façon de limiter ces dysfonctions est de consentir de meilleures conditions de travail et salariales. Mais le problème est aussi structurel et idéologique et ne se règlera pas en une négociation.

### DE L'ARGENT POUR LES MULTINATIONALES

Or, le gouvernement ne montre qu'indifférence ou dédain pour les membres du Front commun parce qu'il est occupé à mettre sur pied d'autres projets qui coïncident mieux avec ses idéologies néolibérales. La CAQ, qui prétend que les coffres sont vides, trouve soudainement de l'argent pour les minières et autres « projets structurants pour l'économie ». Il faut ici entendre « structurant pour l'économie des multinationales ». Près de trois milliards (en plus des 4,4 milliards du fédéral) seront donnés à même les coffres du Québec à Northvolt pour sa filière de batteries. Alors que l'inflation bat son plein, que les ménages peinent à joindre les deux bouts, la CAQ préfère favoriser ses amis.

Le plan de développement économique du Québec est dicté par Washington, dont la politique guerrière dévoilée dans l'Inflation Reduction Act et le Chips and Science Act par le président Biden intime au Québec et au Canada d'être des réservoirs de res-



Le gouvernement ne montre qu'indifférence ou dédain pour les membres du Front commun parce qu'il est occupé à mettre sur pied d'autres projets qui coïncident mieux avec ses idéologies néolibérales.

sources naturelles, comme le rappelait Pierre Dubuc en ces pages en juin dernier. Sous couvert d'une politique écologiste, Legault participe, tout sourire devant les caméras lors de son entrée à l'ONU, à une politique guerrière qui n'a rien à voir avec le souci environnemental. Cela contraste fortement avec les demandes du Front commun au sujet de la gestion de la crise climatique. Deux projets de société s'entrechoquent donc.

### UNE COUVERTURE INDIFFÉRENTE DES MÉDIAS

Mais le gouvernement n'est pas le seul à manifester une indifférence à la situation des travailleuses et des travailleurs. Il semble que les principaux médias du Québec ne fassent pas d'analyses des questions sociopolitiques, se contentant de relayer l'information des spécialistes des communications.

Sinon, ils en minimisent l'importance. *Le Devoir* du 16 septembre considérait le Front commun comme un élément parmi d'autres de la rentrée parlementaire québécoise. Comme si un phénomène qui touche directement 420 000 personnes (sans compter leurs familles) était un détail. Comme si la masse ne faisait plus le poids dans un journal qui nous vend sans arrêt des histoires personnelles dépeintes comme des cas d'intérêt public. À l'âge de la politique spectacle individualiste, il semble qu'une négociation collective qui affecte directement le huitième de la population et indirectement le tissu social du Québec ne fasse pas le poids devant les revendications de groupuscules.

Le jour de la manifestation, alors que le site Internet de Radio-Canada parlait de « milliers de fonctionnaires » plutôt que de dizaines de milliers de manifestants, l'édition du 22 heures de la société d'État offrait un court temps d'antenne à l'événement sans jamais aborder directement les revendications des centrales syndicales.

Elle a préféré rappeler comment le front commun de 1972 avait créé du désordre au Québec, en rappelant l'arrestation des chefs syndicaux et les inévitables dérapages, sans évoquer réellement les gains historiques. Le site de la société d'État mentionnait bien que le rapport du Protecteur du citoyen « donne des munitions aux syndicats de fonctionnaires », mais sans expliquer quelles sont ces munitions. Une façon comme une autre, j'imagine, de pratiquer « la neutralité journalistique ».

Étonnement, c'est dans les médias de Québecor que le traitement médiatique est le moins complaisant. Lors de son passage à QUB Radio/*Le Journal de Montréal*, François Enault, responsable de la négociation pour les centrales syndicales, a rappelé avec raison que le but des centrales syndicales « est d'avoir une convention collective très bonne pour nos membres et qu'ils soient heureux (...) pas de faire la grève ». Mais, comme le gouvernement n'a pas changé ses offres d'un iota depuis le 15 décembre dernier, les travailleurs et travailleuses n'ont d'autres choix que de faire monter la pression.

TVA a d'ailleurs relayé le sondage du Front commun qui montre que la majorité des Québécois et des

Québécoises jugent insuffisante l'offre patronale. 86 % se disent en accord complet ou partiel avec la revendication du secteur public d'indexer les salaires minimalement au coût de la vie. Il faut que les syndicats conservent cette approbation citoyenne en gagnant la bataille médiatique.

### NE PAS SE PERDRE DANS L'INDIFFÉRENCE

Ce ne sera pas une mince tâche de rappeler sur de longues semaines que les inégalités sociopolitiques comptent tout autant que les inégalités qui touchent des individus et des communautés spécifiques, qu'il existe encore des domaines qui unissent les travailleuses et les travailleurs dans leur combat contre le système capitaliste et un gouvernement néolibéral à la solde des États-Unis. Il pourrait y avoir quelque chose de beau qui jaillisse de cette négociation: se souvenir que la société québécoise peut encore être solidaire.

Mais le Front commun devra aussi lutter contre une forme d'apathie, d'indifférence et de fatalisme qui traverse notre époque et qui fait dire à plusieurs, même chez ses membres: nous n'avons pas le choix. Nombreux sont ceux et celles qui pensent que les choses doivent changer, mais ne croient plus que cela viendra des institutions actuelles. Ils sont résignés à aller à l'affrontement avec le gouvernement, mais sans enthousiasme. Cela pourrait bien être la meilleure arme du Front commun: la rage sourde, mais résignée de ses membres. ◀



Informez, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger, renoncer à la béatitude et lutter. C'est croire que le monde peut changer! JACQUES GUAY

Directeur et rédacteur en chef  
**Pierre Dubuc**  
Rédacteur en chef adjoint  
**Simon Rainville**  
Secrétaire de rédaction  
**Louis Bourgea**  
Infographiste  
**Réjean Mc Kinnon**

Correcteurs d'épreuves  
**Louis Bourgea**  
Adjoint administratif  
**Vyvyan Dorais**  
Abonnements  
**Louis Bourgea**  
Maquette  
**Jean-Claude Germain**  
**Olivier Lasser**

Webmestres  
**Louis Bourgea**  
**Mathieu Roy**  
Collaboration spéciale  
**Simon Banville**  
**Boris**

## Campagne de soutien

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

Faites votre chèque à l'ordre de L'AUT' JOURNAL  
4270, boul. Saint-Laurent, bur. 204, Montréal (Québec) H2W 1Z4  
Un an (10 numéros) : 35 \$. Édition électronique : 30 \$ (TPS + TVQ incl.).  
Adhésion aux Amis : 100 \$ ou plus. Abonnement de groupe : 1 \$ l'exemplaire

## Robitaille et Noël ont été menés en bateau par Morin

### Oui, Claude Morin a trahi

Pierre Dubuc

Dans les entrevues que Claude Morin accorde, à partir de sa résidence, aux journalistes Antoine Robitaille et Dave Noël dans la série documentaire « Claude Morin : un jeu dangereux » présentée sur le canal Vrai, on remarque un magnifique voilier accroché au mur. Au regard de la conclusion que les deux journalistes tirent de leur enquête, il ressort de cela que Morin les a bel et bien menés en bateau.

Dans une entrevue au *Journal de Montréal*, Antoine Robitaille reprend la conclusion du dernier épisode de la série : « Ça l'amusait de jouer à l'agent secret, mais je pense sérieusement qu'il n'a pas fait ça pour tromper son camp ou le faire échouer, car sans l'étapisme, il n'y aurait pas eu de gouvernement Lévesque. »

#### GAGNER DU TEMPS

Au cours des trois heures d'entrevue que j'ai accordées à Robitaille et Noël pour cette série, j'ai affirmé à plusieurs reprises avec insistance que, devant l'imminence d'une victoire du Parti Québécois – dont le programme prévoyait l'accession à l'indépendance au lendemain d'une élection gagnante – la principale préoccupation des fédéralistes était de gagner du temps. Gagner du temps, la sortie de secours classique en politique face à une impasse. La série n'en fait pas mention.

C'est pour gagner du temps que Gordon Robertson – le secrétaire du Cabinet fédéral qui était en 1969 coresponsable avec Marc Lalonde des services de renseignements parallèles mis sur pied par le Cabinet Trudeau pour lutter contre le séparatisme – a « suggéré » à Morin l'idée du référendum. Le référendum permettait aux fédéralistes de gagner du temps : un référendum pour un mandat de négocier, suivi d'un autre référendum sur les résultats de la négociation, mais après une élection

générale, car la *Loi sur la consultation populaire* interdisait d'en tenir deux au cours du même mandat. Donc, trois chances de battre les « séparatistes ».

L'argument des indépendantistes pour une élection référendaire était : nous sommes entrés dans la Confédération sans référendum, on peut en sortir sans référendum. Cette position était extrêmement populaire. Même Jacques Parizeau y adhérait. Sans doute qu'après une élection référendaire, qui aurait enclenché le processus d'accession à l'indépendance, il aurait fallu tenir un référendum. Mais le but des fédéralistes était d'empêcher le déclenchement du processus d'accession à l'indépendance.

Le discrédit qui frappe aujourd'hui l'option de l'« élection référendaire » ne doit pas être invoqué pour balayer du revers de la main les véritables enjeux de l'époque. Le Parti Québécois des années 1970 avec ses 300 000 membres était un véritable mouvement de libération nationale représentatif des classes ouvrière et populaire. Le gouvernement Trudeau avait tenté de le détruire avec l'occupation armée du Québec en 1970. Sans réussir. Il allait maintenant utiliser une autre approche.

#### LA GRC À LA MANŒUVRE

La thèse que je défends dans mon livre *Claude Morin, un espion au sein du Parti Québécois* – absente dans la série – est que la GRC livrait à Morin les noms des militants qui risquaient de faire obstacle à l'adoption de l'étapisme, ce qui lui permettait avec son réseau au sein du PQ de les isoler et de les écarter des instances du PQ. Même Jacques Parizeau n'avait pas réussi à se faire nommer délégué de sa propre circonscription d'Outremont à un important Conseil national. Il avait été contraint de s'y présenter à titre de journaliste du journal *Le Jour*.

Ma thèse se fonde sur des arguments présents dans les ouvrages de ce grand bavard et vantard qu'est Claude



Le Parti Québécois des années 1970 avec ses 300 000 membres était un véritable mouvement de libération nationale représentatif des classes ouvrière et populaire.

Morin. Dans la narration qu'il fait de sa première rencontre avec son contrôleur Léo Fontaine dans son autobiographie politique *Les choses comme elles étaient* (Boréal, 1994), Claude Morin écrit que ce dernier s'enquiert des chances de succès de sa proposition référendaire à la veille du congrès de novembre 1974 du Parti Québécois. « Les gauchistes ne feraient pas avorter le projet?, lui demande Fontaine. Pour lui, je risquais beaucoup, car, encore une fois, il estimait les "gauchistes" fort puissants. »

Puis, Claude Morin poursuit : « M. Fontaine voulut ensuite me mettre au courant, pour ma gouverne personnelle et aussi pour savoir à quoi s'en tenir à leur sujet, des noms de quelques suspects qui, selon lui, étaient CONSCIEMMENT OU NON [nous soulignons] téléguidés par l'extérieur, dans ce cas, par la France. » Au cours des rencontres subséquentes, Léo Fontaine avait toujours, nous dit Morin, « sa liste de suspects, des Français pour la majorité, quelques Québécois et une poignée de ressortissants d'autres pays. Une dizaine de noms au début, puis avec le temps, une trentaine ». Il dira que, parmi ces personnes, il y avait des « vedettes péquistes naissantes, contestataires automatiques et parfois agaçants à chaque réunion du Conseil national du Parti Québécois, ainsi que des permanents syndicaux et responsables d'organismes communautaires ».

Voilà à quoi a servi le vol de la liste des membres du PQ.

#### LA VICTOIRE DE L'ÉTAPISME

Fontaine avait raison : les « gauchistes » étaient forts puissants. Au congrès de 1974, un compromis a lieu. L'élection demeure « référendaire », mais un référendum aura lieu au lendemain de la victoire, mais uniquement s'il y a une opposition systématique du fédéral qui refuserait de négocier une entente de souveraineté-association. Mais un tiers du congrès est contre; ils seront désormais qualifiés de « purs et durs ».

Lors de l'élection de 1976, le programme du parti affirme toujours qu'une fois le gouvernement du Parti Québécois élu, il doit mettre « immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté ». Mais la gauche a été neutralisée et le PQ fait campagne en promettant un « bon gouvernement » avant la tenue d'un référendum sur un « mandat de négocier », après bien des péripéties que je décris en détails dans *Claude Morin, un espion au sein du Parti Québécois*.

#### LE SPECTRE DU CHILI

Dans ce livre, je soutiens ne pas avoir d'opinion sur l'origine du malaise éprouvé par René Lévesque lorsque

Lorraine Lagacé lui fait écouter la cassette des aveux de Morin. Était-ce parce qu'il l'apprend ou bien qu'il réalise que le secret est éventé? Aujourd'hui, je penche pour la deuxième hypothèse. Jean-Rock Boivin admet dans la série que Marc-André Bédard l'avait mis dans le secret. Boivin, Bédard et Lévesque formaient avec Morin la « gang des parties de poker », comme Parizeau qualifiait le quatuor. Difficile de croire que seul Lévesque l'ignorait.

En fait, l'étapisme faisait leur affaire. Pourquoi ? Parce qu'eux aussi, comme les fédéralistes, craignaient la mobilisation populaire qu'aurait provoquée une victoire lors d'une élection référendaire. Ils avaient vu ce dont Trudeau était capable lors de la Crise d'octobre. Ils avaient été informés de l'opération Neat Pitch, un plan d'invasion et d'occupation du Québec en cas d'insurrection par l'armée canadienne, inspiré de l'intervention britannique en Irlande du Nord. Et Claude Morin ne cessait de faire référence au coup d'État au Chili.

Robitaille et Noël se sont laissés subjugués par les histoires du capitaine Morin au point de ne pas tenir compte des témoignages recueillis, comme cela est flagrant dans la série, et d'en avoir exclu d'autres. Oui, je le réaffirme : Morin est un traître. ◀

**NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SONT  
VOS CONDITIONS DE SOINS.**

[FIQSANTE.QC.CA/NEGO](http://FIQSANTE.QC.CA/NEGO)



FÉDÉRATION  
INTERPROFESSIONNELLE  
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

N'est aveugle que celui qui ne veut pas voir

La foi du charbonnier\*

Pierre Dubuc

**A** la toute fin de la série « Claude Morin, un jeu dangereux » présentée sur le canal Vrai, Antoine Robitaille affirme avoir obtenu une révélation quasi divine d'une source au sein de la GRC qui innocentait complètement Morin. Dommage qu'il ne l'ait pas fait témoigner à l'écran. C'était sans doute cet obscur agent, du nom de Gilbert Albert, qui a jadis confié au journaliste Yves Boisvert de « La Presse », ce secret d'État : « Morin n'a jamais été un vrai informateur. Le contrôleur était contrôlé par Morin. »

Robitaille croit aussi que Morin « n'était pas quelqu'un qui voulait saboter le PQ », qu'il n'aurait pas donné d'« informations déterminantes » et qu'il a plutôt voulu « dompter la bête de l'intérieur ». Robitaille ne lui attribue que des « petites trahisons ».

Mais c'est déjà trop pour Louis Cornellier. Dans sa chronique « Pour Claude Morin » (*Le Devoir* 30-09-2023), c'est l'absolution totale. Même pas de « petites trahisons ». La série et des échanges personnels avec Morin l'ont convaincu de sa « bonne foi ». Il affirme même : « Morin est un grand Québécois, qui n'a jamais trahi sa patrie. »

LES CARNETS

Comment, en effet, ne pas prêter foi à Morin qui confie au tandem Antoine Robitaille-Dave Noël ce bien précieux que constituent les carnets dans lesquels il consignait des notes après ses rencontres avec les services secrets canadiens. Que trois graphologues n'aient pas réussi à certifier qu'elles ont été rédigées à l'époque où Morin prétend les avoir scribouillées, qu'elles soient si insignifiantes que les auteurs de la série n'en tirent aucune information digne de mention, sauf ce faux pas d'une entrée datée du 7 avril qui fait référence à un article paru le 7 juin... Tiens, tiens...

Cornellier ne fait que mentionner, au détour d'une phrase, que ses rencontres secrètes avec ses contrôleurs de la GRC étaient rémunérées. Un détail. La GRC l'aurait donc payé pour se faire

contrôler! Que Morin ait mis dans le coffre-fort de son sous-sol au moins 120 000 \$ en dollars d'aujourd'hui. Pas grave, puisqu'il aurait donné l'argent aux bonnes œuvres de sa paroisse... La preuve, on l'a vu de nos yeux de Saint-Thomas vu : le coffre est vide! Bien sûr, Morin avoue avoir « emprunté » en 1975 un petit 4 000 \$ pour acheter une Renault 5 d'occasion. Que le collègue de Cornellier au *Devoir*, Jean-François Nadeau ait écrit que c'était à l'époque le prix d'une grosse voiture américaine, on s'en fout! Péché confessé, péché pardonné. Rien à voir avec les trente deniers de Judas.

Cornellier écrit que Morin n'aurait eu des rencontres secrètes avec son contrôleur qu'entre 1975 et 1977, pour un total de 29 rencontres. Il évite de mentionner qu'il a admis avoir eu des contacts, alors qu'il était étudiant, avec l'officier Raymond Parent, qu'il l'a rencontré à nouveau au printemps de 1966, puis en 1967 et 1969. Dans la série, Morin affirme n'avoir eu que quelques rencontres (une ou deux) avec Léo Fontaine de la GRC après 1977. Mais des témoignages recueillis par Robitaille et Noël parlent plutôt de huit à dix rencontres. Jean-Roch Boivin raconte que Marc-André Bédard lui a confié qu'il a continué ses rencontres avec la GRC après le référendum. Sans doute jusqu'à la nuit des Longs Couteaux. Détail sans importance.

CONTRE-ESPIONNAGE OU ANTISUBVERSION SÉPARATISTE?

Morin a toujours déclaré que la GRC l'avait contacté pour mettre en garde le PQ contre l'intervention des puissances étrangères en son sein, notamment la France et l'URSS, qui aurait infiltré à l'époque les services secrets français. Quelle était la teneur de ces échanges? Évidemment, nous n'avons pas accès aux notes de confessionnal de la GRC. Après tout, dans « services secrets », il y a le mot « secret ». Mais nous avons émis une hypothèse contraire aux affirmations de Morin (voir article en page 10).

Cependant, rappelons que la France était, bien entendu, favorable à l'indépendance du Québec. Ce n'était pas le cas de l'URSS. Cette dernière fondait beaucoup d'espoir sur le gouvernement Trudeau qui cherchait une « troisième



120 pages, 20 \$. Faites votre chèque à l'ordre de l'aut'journal, 4270 boul St-Laurent, bur. 204, Montréal H2W 1Z4. Tél. (514) 843-5236 info@lajournal.info

.....  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Organisme : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
 Tél. : \_\_\_\_\_  
 Courriel : \_\_\_\_\_  
 .....

voie » en se dissociant de la politique américaine avec la reconnaissance de Cuba, la menace de sortir de l'OTAN et sa critique de la guerre du Vietnam.

S'ajoute à cela le fait que Raymond Parent n'a jamais fait partie du contre-espionnage, mais était plutôt un spécialiste de la lutte contre « la subversion communiste et séparatiste ». Un autre détail insignifiant, sans doute. Sans oublier que, selon Normand Lester, Raymond Parent était une figure légendaire du SS/GRC, un maître-espion dur, intelligent, cultivé. Mais, bien entendu, c'est Claude Morin qui le manipulait. Oublions aussi le témoignage dans la série de Michel Juneau-Katsuya, cet ex-officier de la GRC, qui affirme que la GRC n'aurait pas envoyé un « deux de pique » contrôler un ministre péquiste et n'aurait pas continué à lui verser de l'argent sans rien recevoir en retour.

LA GRC ET LA CIA

Cornellier affirme que je m'« emmêle les pinceaux » en affirmant

que « Morin a collaboré avec la GRC au profit des fédéralistes canadiens pour ensuite affirmer qu'il a plutôt collaboré avec la CIA contre ces mêmes fédéralistes ».

Dans un échange de courriel, ces derniers jours, je lui ai expliqué en long, en large et en travers qu'il n'y avait pas de contradiction. Morin a été un grand commis de l'État tout au long de la Révolution tranquille. Une « révolution » qui n'allait pas à l'encontre des intérêts américains. Au contraire. À titre d'exemple, ce sont les banques de Boston qui ont financé la nationalisation de l'électricité.

Les États-Unis ont toujours soutenu les pouvoirs des provinces contre le gouvernement central. C'était particulièrement vrai sous le règne de Trudeau père qui, en plus de sa politique internationale, menaçait les intérêts des pétrolières américaines avec sa Nouvelle politique économique. Washington avait aussi compris qu'il fallait que la société québécoise se modernise, comme elle appuyait dans

le même but le mouvement des droits civiques aux États-Unis.

Cependant, il y avait une limite à ne pas franchir : l'accession du Québec à l'indépendance. Sur cet enjeu, les « pinceaux » d'Ottawa et de Washington peignaient le même tableau.

Quant à Morin, qui avait été recruté par la CIA par l'entremise de son beau-frère, Nicolas Radoiu, lors de ses études à l'Université Columbia à New York – selon ce qu'a confié Louise Beaudoin au journaliste Pierre Godin (voir mon livre pour les détails) – il a offert ses services à la GRC.

Dans (*Boréal*, 1994), il affirme que lorsque son futur contrôleur Léo Fontaine le contacte et lui demande si, par hasard, il ne connaîtrait pas quelqu'un à qui la RCMP pourrait se fier, « Je lui répondis en boutade, écrit Morin, que le mieux serait pour lui de mettre la main sur un des agents que la CIA avait déjà probablement placés dans le PQ et à l'utiliser aussi pour les fins de la RCMP! » Autrement dit : lui, Claude Morin, qui pouvait facilement manger à deux rateliers!

MORIN, UN « BORN AGAIN CHRISTIAN »

Cornellier affirme avoir relu les livres de Morin, *Je le dis comme je le pense* (*Boréal*, 2014) et *L'affaire Morin* (*Boréal*, 2006), et y avoir vu « un solide plaidoyer pro domo dans lequel l'ex-ministre taille en pièces les accusations formulées contre lui par Lorraine Lagacé, Normand Lester, Pierre Godin, Pierre Duchesne et Pierre Dubuc ».

Dans mon livre, je relève les nombreuses contradictions de Morin dans ces livres par rapport à ses déclarations antérieures. Morin, qui se définit alors comme un « consultant à honoraires » (sic!), écrit dans *L'affaire Morin* que « la GRC a agi de son propre chef » et que « pour une rarissime fois de ma vie, je suis d'accord avec Trudeau et Chrétien qui ont déclaré à la télévision n'avoir jamais rien su de l'affaire ».

Des propos contredits par Marc Lalonde dans la série *Claude Morin, un jeu dangereux*, lorsqu'on lui remet sous le nez l'enregistrement de sa déclaration au journaliste Pierre Duchesne, où il reconnaît avoir été au courant de « l'affaire Morin » dès 1978. Bien sûr, il n'en a jamais soufflé mot à Trudeau ou à Chrétien. Mais pourquoi se badrer de tous ces témoignages de la série qui contredisent la béatification de Morin par le tandem Robitaille-Noël!

Quant à Cornellier, Morin étant devenu un « Born Again Christian », comme il nous en informe dans « Je le dis comme je le pense » (*Boréal*, 2014), il ne peut être à ses yeux un menteur, encore moins un traître. ◀

\*La foi du charbonnier signifie : une croyance naïve et absolue, une foi aveugle, une foi simple et sans examen.

**Xavier Barsalou-Duval**  
 Député de Pierre-Boucher-Les Patriotes-Verchères

1625, boul. Lionel-Boulet, bureau 202  
 Varennes (Québec) J3X 1P7  
 xavier.barsalou-duval@parl.gc.ca  
 (450) 652-4442

**BLOC Québécois**

# Le mouvement des femmes

Afghanistan, Israël, Iran, Canada

## L'intégrisme religieux, une menace aux droits des femmes

Marie-Claude Girard

De nombreux événements récents démontrent, sans équivoque, que l'intégrisme religieux constitue une menace à l'égalité des sexes ici et dans le monde. En voici quelques exemples : « À travers plus de 50 édits, ordres et restrictions, les talibans n'ont laissé aucun aspect de la vie des femmes indemne, aucune liberté épargnée. Ils ont créé un système fondé sur l'oppression massive des femmes qui est à juste titre et largement considéré comme un apartheid de genre », déclarait la directrice d'ONU Femmes, Sima Bahous, le 15 août 2023.

Nulle part ailleurs dans le monde, il n'y a eu d'attaque aussi généralisée, systématique et globale contre les droits des femmes et des filles qu'en Afghanistan. Tous les aspects de leur

vie sont restreints sous le couvert de la moralité et par l'instrumentalisation de la religion. Les politiques discriminatoires et misogynes des talibans nient le droit des femmes à l'égalité.

### ISRAËL

Le 14 août 2023, on apprenait que le premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, négociait, dans le cadre d'un accord avec des alliés ultraorthodoxes, des concessions qui pourraient transformer radicalement le visage d'un pays où l'égalité des droits pour les femmes est garantie dans la déclaration d'indépendance de 1948. Bien que les lois israéliennes n'aient pas encore été modifiées pour refléter ces concessions, d'aucuns craignent que ces changements soient déjà en cours, aux dépens des femmes.

Les médias israéliens ont ainsi fait état, ces derniers mois, d'incidents jugés



Photo : AP/Susan Walsh

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. »  
— Simone de Beauvoir

discriminatoires : des chauffeurs de bus ont refusé de prendre de jeunes femmes parce qu'elles portaient des hauts courts ou des vêtements de sport; des hommes ultraorthodoxes ont arrêté un bus public et bloqué la route parce qu'une femme conduisait; le service national d'urgences médicales et de catastrophes a, pour la première fois, séparé les hommes des femmes pendant la partie théorique de la formation paramédicale entreprise pour répondre à une exigence du service national israélien.

Rappelons que lorsqu'il y a ségrégation basée sur le sexe, pour répondre aux souhaits des ultraorthodoxes, les femmes sont assises à l'arrière, soit ont accès à moins de financement, soit ont un choix de carrière limité. Les défenseurs des droits des femmes s'inquiètent également des efforts que fait le gouvernement israélien pour affaiblir la Cour suprême, qui, elle, a soutenu l'égalité des droits pour les femmes dans plusieurs domaines.

### IRAN

Le mouvement iranien « Femme, vie, liberté », commencé en septembre 2022 à la suite de la mort d'une jeune Iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, dans le cadre de son arrestation par la police des mœurs pour « avoir mal porté son voile », a permis de mettre en relief les affronts aux droits des femmes perpétrés par la République islamique d'Iran.

Sa Constitution même part du principe que la femme est une citoyenne de seconde zone, est légalement la propriété de l'homme et doit se conformer à une multitude d'interdits sous peine de sanction allant jusqu'à la mort. Interdits économiques, interdits d'aller et venir, interdits empêchant chacune d'elles de disposer d'elle-même. Selon le Code criminel iranien, la valeur d'une femme est égale à la moitié de celle d'un homme lorsqu'il est question de dédommagement pour un meurtre, lors de la séparation d'un héritage familial ou encore lorsqu'il est question du poids à accorder aux témoignages dans un cadre judiciaire ou dans un contexte de divorce. De plus, la République islamique d'Iran impose une ségrégation systémique entre les sexes dans les

écoles, les hôpitaux, les transports, les sports et autres.

En 2022, aux États-Unis, les fondamentalistes chrétiens, très influents auprès de la droite américaine, obtenaient l'invalidation par la Cour suprême de l'arrêt Roe v. Wade, qui protégeait le droit à l'avortement à l'échelle nationale. Selon le juge dissident Stephen Breyer, cette décision aura pour conséquence de restreindre les droits des femmes et leur statut de citoyennes libres et égales.

Entré en vigueur en 2021 en Pologne, un arrêt de la Cour constitutionnelle, contrôlée par le parti conservateur nationaliste et catholique au pouvoir, Droit et justice (PiS), interdit tout avortement sauf en cas de danger pour la vie ou la santé de la femme enceinte ou si la grossesse découle d'un viol. Dans la pratique, il semble cependant impossible d'obtenir un avortement, même légal. La Pologne devient ainsi l'un des pays européens les plus restrictifs en matière de droit à l'avortement.

### ICI AUSSI

Le Canada n'est pas en reste concernant les dangers de l'intégrisme religieux. CBC News révélait, en juin 2023, l'existence d'un document stratégique de la Liberty Coalition Canada selon lequel elle veut recruter 10 000 nouveaux candidats politiques chrétiens afin de pouvoir aligner les lois canadiennes sur les « principes bibliques ». Or, le droit à l'avortement, qui fait consensus au sein de la population canadienne, fait partie de ses cibles. Après le succès obtenu par les lobbys religieux aux États-Unis, la vigilance est de mise ici aussi, au Canada, à l'égard du respect du droit des femmes à l'égalité.

Comme le disait si bien Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

L'autrice est retraitée de la Commission canadienne des droits de la personne

## DISPONIBLE

# LA LAÏCITÉ DE L'ÉTAT

## Socle du droit des femmes à l'égalité

PAR M<sup>e</sup> CHRISTIANE PELCHAT

Éditions du Renouveau québécois  
25 \$

Faites votre chèque à l'ordre de l'aut'journal,  
4270 boul St-Laurent, bur. 204, Montréal H2W 1Z4  
Tél. (514) 843-5236 info@lajournal.info

---

Nom : \_\_\_\_\_

Organisme : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

# Qui a les moyens de travailler si peu d'heures par semaine?

**Le salaire annuel moyen du personnel de soutien scolaire est de 26 484 \$**

# La politique québécoise

## Des investissements qui dépassent l'entendement

### Tout pour la filière batterie

Sylvain Martin

Les premiers ministres Trudeau et Legault ont procédé à l'annonce, en grande pompe, du plus gros investissement manufacturier privé de l'histoire du Québec, selon les dires de M. Legault.

Le fabricant suédois de modules de batteries pour voitures électriques Northvolt va construire une usine sur des terrains situés sur le territoire des municipalités de Saint-Basile-le-Grand et de McMasterville en Montérégie.

Il s'agira d'un investissement avoisinant le 7 milliards \$, dans lequel les paliers de gouvernements fédéral et provincial seront partenaires à hauteur de 2,7 G \$ pour la construction et jusqu'à un maximum de 4,6 G \$ en subventions pour la fabrication des batteries. Cette méga-usine occupera la superficie de 75 terrains de football, avec une extension possible jusqu'à 320 terrains de football. À terme, 3 000 emplois seront créés et ces travailleuses et travailleurs fabriqueront un million de batteries par année.

Cette annonce s'ajoute à une série d'annonces d'investissements des gouvernements du Canada et du Québec depuis quelques mois dans ce qu'on appelle la « filière batterie » et d'autres sont prévus.

En janvier, l'entreprise Recyclage Lithion faisait part de son intention de procéder à l'ouverture, dans un horizon

de 12 à 18 mois, d'une usine commerciale de recyclage de batterie Lithium-ion et, par la suite, d'une usine d'hydro-métallurgie qu'elle appelle un « hub ». Au mois de février, c'était la construction d'une usine de composantes de batteries du consortium GM-POSCO. Au mois d'août, un investissement à Bécancour de 644 millions \$ pour la construction d'une usine Ford qui produira des cathodes. Quelques jours plus tard, une autre annonce, cette fois à Granby, par Volta Energy Solution, une filiale de Solus Advanced Materials, de l'installation de la première usine de feuilles de cuivre pour batteries de véhicules électriques au pays.

Le premier ministre Legault a déclaré à cette occasion : « On est en train de bâtir, au Québec, un leader mondial de l'économie verte, moins de GES, plus de richesse, et, en même temps, on s'occupe de l'environnement et on crée de la richesse, on crée des emplois passionnants pour nos jeunes. »

#### DES MISES EN GARDE

Cette vague d'annonces successives d'investissements semble, à première vue, de bon augure pour le Québec. Mais, avec le temps, j'ai appris que l'on constate vraiment la valeur de ce qu'une vague nous apporte seulement après qu'elle soit passée.

Déjà, des personnes sonnent l'alarme. Le directeur parlementaire du budget à Ottawa a procédé à l'analyse



Ces derniers jours, une pétition d'environ 700 noms a été déposée au conseil municipal de McMasterville. On voit apparaître un mouvement citoyen qui s'oppose au projet de la méga-usine de Northvolt.

des investissements de 28,2 milliards \$ d'ici 2032 des gouvernements du Canada et de l'Ontario pour la construction des usines de batteries de Stellantis-LG Energy Solution et Volkswagen. Il arrive à la conclusion que ces investissements seront rentables seulement à compter de 2043 plutôt qu'en moins de cinq ans comme prévu par les gouvernements au moment de leur annonce.

Laurent Ferreira, le grand patron de la Banque Nationale, reconnaît ne pas être fan des milliards donnés aux entreprises étrangères. Selon lui, les gouvernements Trudeau et Legault ne font pas le bon choix en taxant les entreprises canadiennes pour ensuite subventionner des entreprises étrangères. Ils devraient plutôt soutenir les entreprises canadiennes.

Ici, je me permets un petit commentaire. Ce ne sont pas seulement les taxes payées par les entreprises canadiennes qui servent à subventionner la venue au Québec d'entreprises étrangères, mais surtout les impôts des travailleuses et travailleurs. Faut-il également rappeler que, selon une étude de l'IRIS parue en 2022, les profits des entreprises canadiennes n'avaient jamais été aussi élevés en plus de vingt ans?

Ces derniers jours, une pétition d'environ 700 noms a été déposée au conseil municipal de McMasterville. On voit apparaître un mouvement citoyen qui s'oppose au projet de la méga-usine de Northvolt. Plusieurs craignent les retombées négatives pour leur environnement et déplorent le peu d'information reçue sur ce projet.

Le manque de logements a également été soulevé, le taux d'inoccupation dans toutes les villes autour du futur site de la méga-usine est bien en deçà de ce qui sera nécessaire pour accueillir tous ces nouveaux habitants.

Nous n'en sommes qu'à l'étape des annonces et déjà des drapeaux rouges s'agitent pour mettre en garde nos gouvernements. Est-ce que tout ce beau monde a raison de sonner l'alarme? On ne le sait pas vraiment. Je ne crois pas que le directeur parlementaire du budget, le grand patron de la Banque Nationale et les signataires de la pétition ou ceux qui s'inquiètent de l'absence d'habitations disponibles aient complètement tort. En fait, malheureusement, seul le temps nous le dira et il sera alors trop tard pour rectifier.

#### UN VOYAGE DE RÊVE

Pour ma part, quand j'entends toutes ces annonces d'investissements et que je vois l'enthousiasme de M. Legault, je reste perplexe. Ça sonne faux à mes oreilles. C'est comme si on offrait un voyage de rêve à une personne qui est seule, blessée et mal alimentée. C'est beau et attrayant un voyage de rêve, mais ce dont cette personne a besoin, c'est d'être soignée et nourrie, et de présence humaine.

M. Legault nous a habitués à nous dire et offrir ce qu'il considère être bon pour nous sans trop se préoccuper de nos réels besoins. M. Legault nous a dit que les maternelles quatre ans seraient une bonne chose sans se préoccuper du reste du réseau scolaire et des places insuffisantes en CPE.

M. Legault nous a dit que les maisons des aînées étaient une bonne chose sans se préoccuper que la majorité des personnes âgées désirent le maintien à leur domicile et non de résidences pour personnes âgées qui souffrent de sous-financement chronique.

M. Legault nous a dit que les LAB-écoles étaient une bonne chose sans se préoccuper des écoles actuelles qui tombent en décrépitude.

Toutes ces belles idées de la CAQ de M. Legault, prises isolément, ont beaucoup de sens, mais mises dans le contexte des besoins actuels de la société québécoise, elles n'en ont plus.

Il en est de même de l'idée de placer le Québec comme leader mondial dans la fabrication de batteries. Prise isolément, cette idée a beaucoup de sens, mais mise dans le contexte de la société québécoise qui a besoin, entre autres, de services publics efficaces, d'un système de santé public accessible et de haute qualité, et d'un système scolaire public où toutes les personnes qui le fréquentent puissent avoir une chance égale de s'instruire, de s'éduquer, de s'épanouir comme être humain, elle en a moins.

La population québécoise souhaite également pouvoir se loger, se nourrir et de divertir convenablement sans se ruiner.

Monsieur Legault, vous avez raison de vouloir placer le Québec comme leader mondial de la filière batterie, mais si vous le faites sans vous préoccuper des réels besoins de la population, vous êtes comme la personne qui offre un voyage de rêve à une personne seule, blessée et mal alimentée. ◀

L'auteur est syndicaliste



# La langue

Il faut aussi parler d'immigration interprovinciale

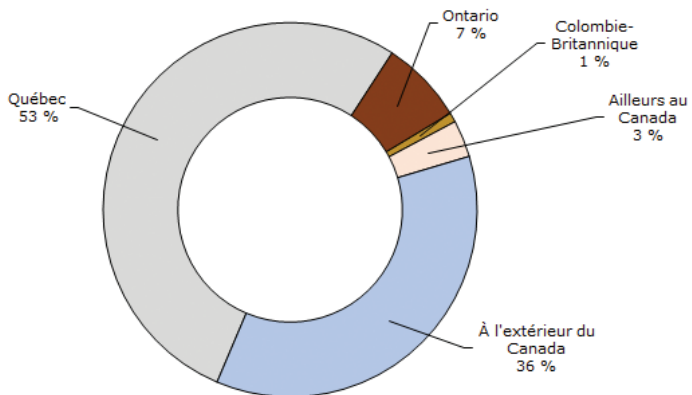
## La nécessité de réhabiliter la « clause Québec »

Frédéric Lacroix

Québec tient actuellement des consultations en vue de la planification pluriannuelle de l'immigration. Ces consultations ont pour but explicite de définir de « nouvelles orientations pour favoriser une immigration francophone » et se concentrent sur l'immigration internationale. Un facteur important d'anglicisation du Québec ne sera donc pas examiné lors de ces consultations, j'ai nommé l'immigration interprovinciale.

En 2021, parmi les anglophones du Québec (selon la première langue officielle parlée), seuls 53 % étaient nés au Québec (voir graphique 6). Des 47 % restants, 36 % étaient nés à l'extérieur du Canada et 11 % étaient nés au Canada hors Québec. On peut donc estimer que l'immigration interprovinciale équivaut environ au tiers de l'impact anglicisant de l'immigration internationale et est responsable d'environ les deux cinquièmes de l'anglicisation du Québec résultant de l'intégration à la communauté anglophone de personnes qui ne sont pas nées au Québec. C'est loin d'être marginal.

Graphique 6  
Lieu de naissance de la population ayant seulement l'anglais comme première langue officielle parlée, Québec, 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

Le tamisage migratoire, soit le départ en surnombre du Québec des anglophones et allophones anglicisés, est le facteur principal qui a permis au Québec français de maintenir le poids démographique relatif des francophones en haut de 80 % pendant plus d'un siècle. Or, depuis plusieurs années, le solde migratoire interprovincial est de moins en moins négatif et le tamisage migratoire est en train de s'enrayer. Des Ontariens sont en train de s'établir en masse à Gatineau, attirés par le prix plus faible des maisons et, bien sûr, ceux-ci imposent l'anglais partout où ils vont.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) vient

de réaliser une étude de projections démographiques pour calculer la quantité de logements nécessaires au Canada d'ici 2030. La SCHL écrit (p. 9) : « Dans le scénario de forte croissance démographique, il faudrait davantage de logements en Alberta et au Québec. En effet, un nombre de plus en plus important d'immigrants s'y installeraient étant donné que le logement y est beaucoup moins cher qu'en Colombie-Britannique et en Ontario. »

La crise du logement carabinée au Canada pousse et poussera de plus en plus la population vers les territoires où le logement est le moins inabordable (chez nous).

Le Québec aura beau planifier les seuils d'immigrants internationaux aussi soigneusement qu'il le veut, il ne contrôle aucunement la migration interprovinciale. Ces immigrants ont d'ailleurs, le plus souvent, accès à l'école anglaise et à l'ensemble des services de l'État en anglais chez nous. Si aucune étude, à ma connaissance, ne s'est penchée spécifiquement sur leur « francisation », il y a fort à parier que celle-ci est minuscule (quelques points de pourcentage tout au plus).

Face à cela, pour sauver le français au Québec, il faudra réhabiliter la « clause Québec » à l'école, dans les services publics, dans les cégeps et universités, de toutes les façons possibles. Elle prévoyait que seuls les enfants dont le père ou la mère avaient reçu un enseignement en anglais au Québec avaient le droit de fréquenter l'école anglaise au Québec.

Le 26 juillet 1984, la Cour suprême du Canada déclara que la « clause Québec » était inconstitutionnelle, et ce, rétroactivement, parce qu'elle était contraire à la Charte canadienne des droits et libertés (adoptée en 1982). Le mot « Québec » a été remplacé par le mot « Canada » et, donc, la « clause Québec » par la « clause Canada ».

**BLOC Québécois**

**Louise Chabot**  
Députée de Thérèse-De Blainville

☎ 450-965-1188  
✉ louise.chabot@parl.gc.ca  
🏠 8, rue Saint-Charles  
Sainte-Thérèse QC J7E 3J9

Une voix forte à Ottawa pour les gens d'ici !




# Journée mondiale des enseignantes et enseignants

5 octobre 2023

Monsieur Drainville,

Pour valoriser les profs, le gouvernement doit aller bien au-delà des remerciements.

Il doit respecter notre autonomie professionnelle et nous offrir enfin des conditions de travail qui nous permettent de faire ce que nous préférons : enseigner.

Nous avons des solutions, écoutez-nous! C'est tout le Québec qui y gagnera.

**FSE** FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT CSQ

**CSQ** Centrale des syndicats du Québec

# L'immigration

## Présentation devant la Commission parlementaire sur l'immigration

### Planification et transparence exigées

Anne Michèle Meggs

**E**n 2000, le gouvernement du Québec a adopté la « Loi sur l'administration publique » qui a créé une infrastructure transparente de la gestion par résultat. Les plans stratégiques pluriannuels sont déposés à l'Assemblée nationale ainsi que les rapports annuels de gestion qui rendent compte des objectifs ciblés et mesurables.

Du 12 au 28 septembre, la Commission sur les relations avec les citoyens a entendu des témoignages sur la Planification de l'immigration 2024 à 2027. Lors de mon passage, le 14 septembre, j'ai expliqué qu'entre 2000 et ma retraite en 2019, j'ai coordonné les travaux de trois plans stratégiques du ministère de l'Immigration (qui a changé de nom plusieurs fois) et deux de l'Office québécois de la langue française, ainsi que les rapports annuels de gestion attendus. J'ai également décrit pourquoi je tiens à ce type de planification et de reddition de comptes. Voici la présentation que j'ai faite aux parlementaires.

#### DE LA NÉCESSITÉ D'UNE BONNE ET TRANSPARENTE GESTION

La transparence dans la gestion de l'État ne peut que contribuer à bâtir la confiance de la population dans le gouvernement. De plus, ce type de planification et de suivi permet d'améliorer en continu les services publics et donc la vie des citoyennes et citoyens. Et de s'assurer que l'argent des contribuables sera utilisé pour résoudre les problèmes clairement identifiés, avec preuves à l'appui, lors de la planification.

En tant qu'élus, les membres de cette commission ont sûrement remarqué que la confiance de la population dans le gouvernement et dans notre système de gouvernement est intimement liée à la perception que tout est sous contrôle.

Dans le cas de l'immigration, on constate que les Québécoises et Québécois, autant que les Canadiennes et Canadiens, sont très ouverts à l'immigration et aux personnes immigrantes. En général, c'est parce que ce sont des peuples sympathiques et accueillants de nature. Mais moi, je vous dirais qu'une bonne partie de cette ouverture à l'immigration a été maintenue grâce à la perception que l'immigration était bien contrôlée, bien gérée au pays. Nous jouissons d'une réputation enviable comme modèle dans le monde occidental en ce qui concerne notre gestion de l'immigration. En tout cas, jusqu'à récemment.

#### UN MODÈLE SIMPLE ET CLAIR

Il faut dire que le modèle était facile à comprendre. Une personne voulant s'établir au Québec fait sa demande de l'étranger. La demande est traitée selon une grille de sélection connue et publique, incluant les caractéristiques que le gouvernement considérait comme pertinentes pour une intégration rapide et à long terme au Québec. Si la candidature, qui incluait les membres de la famille immédiate, obtenait le nombre minimum de points requis, tous les membres de la famille étaient sélectionnés et le gouvernement fédéral leur accordait la résidence permanente



Non seulement l'immigration temporaire a explosé, mais nous devons prendre un peu de recul pour saisir le contexte international qui accélère de manière dramatique les migrations.

Photo : Wesley R. Dickey / National Museum of the U.S. Navy

avant même leur arrivée sur le territoire. Simple.

De plus, tous les trois ou quatre ans, au Québec, il y a des consultations publiques, comme celle-ci, pour débattre publiquement du nombre de personnes qui seront admises avec le statut de la résidence permanente pour les années à venir, toutes catégories confondues.

Le système faisait en sorte que le nombre de personnes qui obtenaient la résidence permanente correspondait grosso modo au nombre de personnes qui arrivaient au Québec chaque année. Un système simple à comprendre et à suivre. Une perception de bonne gestion, de planification et de reddition de comptes.

Mais que voit-on depuis quelques années?

#### UN NOUVEAU PHÉNOMÈNE : LE CHAOS DE L'IMMIGRATION TEMPORAIRE

Des reportages presque quotidiens sur le nombre croissant de demandeurs d'asile, d'abord au chemin Roxham et maintenant aux aéroports, dont plusieurs ont recours à l'assistance sociale en attendant leur permis de travail; des travailleuses et travailleurs sans aucun contrôle sur leur vie à cause des permis qui les lient à leur employeur; des jeunes de l'étranger qui ont franchi toutes les étapes et ont payé tous les frais pour étudier ici, mais qui ne trouvent pas de logements abordables ou qui n'arrivent tout simplement pas au Québec parce que leur permis d'études a été refusé; des jeunes francophones éduqués détenant un emploi au Québec qui quittent parce que leur permis temporaire est expiré et qu'ils ne réussissent pas à le renouveler; des attentes interminables pour un permis temporaire ou la résidence permanente ou la citoyenneté. (Et je ne parlerai même pas des histoires tragiques sans fin de migrants qui meurent en mer ou dans la chaleur des déserts.) On entend les mêmes histoires partout au Canada.

Presque tous ces reportages découlent du phénomène de l'immigration temporaire, la partie de l'immigration qui n'est pas planifiée. Ni au Canada ni au Québec. Pourtant, comme vous le savez – et de plus en plus de Québécoises et Québécois le savent – presque toutes les personnes arrivant au Québec de l'étranger sont d'abord des personnes à statut temporaire et elles sont trois ou quatre fois plus nombreuses que celles qui ont obtenu leur résidence permanente la même année.

Est-ce que cela donne la perception d'une immigration sous contrôle? Combien de temps avant que cette perception de perte de contrôle donne lieu

aux mêmes divisions qu'on voit apparaître dans d'autres pays? Même avec une population ouverte et accueillante.

#### REGAGNER LA CONFIANCE PAR UNE BONNE PLANIFICATION

Comment regagner la confiance de la population? Revenir à la transparence dans la planification de l'immigration. Toute bonne planification commence par une lecture lucide et complète des contextes externe et interne. Et ici, je demande pardon à la ministre de ne pas avoir suivi ses consignes et de ne pas me restreindre à commenter les scénarios de volumes d'immigration permanente.

À mon avis, l'analyse du contexte externe que nous avons devant nous n'est pas complète parce qu'on n'examine pas les conséquences de l'immigration temporaire et qu'on évite une réflexion sur ce qui constitue la capacité d'accueil et la façon de la mesurer. Suivant en cela une vieille tradition, le document de consultation n'aborde pas du tout une lecture du contexte interne, c'est-à-dire les ressources disponibles.

C'est à partir de l'analyse des contextes qu'on définit d'abord les enjeux les plus importants avant de proposer des orientations pour y faire face. Il faut que les liens soient évidents entre le contexte, les enjeux et les orientations. Et, finalement, pour chaque orientation, on élabore des objectifs ciblés dont les résultats seront mesurables.

Nous ne sommes plus dans le même contexte qu'il y a dix ans. Nous ne pouvons plus nous permettre d'entreprendre le même type de planification que par le passé. Non seulement l'immigration temporaire a explosé, mais nous devons prendre un peu de recul pour saisir le contexte international qui accélère de manière dramatique les migrations.

Les membres de cette commission et tous les membres de l'Assemblée nationale ont la lourde responsabilité de ne pas se tromper dans leur vision pour l'avenir de l'immigration et surtout aussi de l'intégration, thème que je n'ai pas le temps d'aborder.

Mais nous n'avons pas le luxe de baisser les bras.

**Je crois dans le rôle de l'État de protéger les personnes qui se trouvent sur son territoire et de mettre en place les conditions qui permettront à chaque personne de s'épanouir dans une société – j'ose le dire – tricotée serrée, qui a survécu grâce à ses valeurs de respect et d'entraide. Je crois que le Québec, comme peuple qui intègre avec succès la diversité depuis ses origines, peut être un modèle pour le monde en matière de cohésion sociale grâce à sa bonne gestion de l'immigration. Prenons le temps de bien faire. ◀**

**L'immigration au Québec**  
COMMENT ON PEUT FAIRE MIEUX

Anne Michèle Meggs  
Préface de Pierre Fortin  
LES ÉDITIONS DU NOUVEAU QUÉBÉCOIS

## INCONTOURNABLE

# L'IMMIGRATION AU QUÉBEC

### Comment on peut faire mieux

PAR ANNE MICHÈLE MEGGS  
PRÉFACE DE PIERRE FORTIN

---

Éditions du Renouveau québécois  
25 \$

Faites votre chèque à l'ordre de l'aut'journal,  
4270 boul St-Laurent, bur. 204, Montréal H2W 1Z4  
Tél. (514) 843-5236 info@lajournal.info

Nom : \_\_\_\_\_

Organisme : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

# Point d'orgue

Entretien avec Valérie Sibout, autrice de *Larmes d'Ukraine* (Station T, 2023)

## Exutoire contre les guerres injustes

Olivier Dumas

**V**alérie Sibout conjugue ses passions pour l'écriture et les illustrations dans son premier livre, « *Larmes d'Ukraine* » (Station T, 2023), réalisation aussi saisissante qu'inoubliable.

« Comment écrire après Auschwitz », s'interrogeait l'écrivaine Madeleine Gagnon au début du millénaire dans le mémorable ouvrage *Les Femmes et la guerre* (VLB Éditeur, 2000), « sinon en donnant son encre, comme d'autres leur sang » ?

Deux décennies plus tard, l'artiste multidisciplinaire (qui publie ici sous le nom de Vava Sibb) pourrait faire sienne cette philosophie. Troublante, l'œuvre donne envie de s'y replonger plus d'une fois pour ressentir toute la charge émo-

tive. Née en France, Valérie Sibout a étudié la philosophie, la littérature et les arts plastiques avant d'amorcer sa carrière en publicité. Montréalaise depuis une trentaine d'années, elle s'est depuis démarquée comme directrice auprès d'agences de communication et designer graphique, notamment pour Radio-Canada et Télé-Québec.

Son amie de longue date, Maryse Parent, qui a publié le roman *Le Train s'arrête toujours quelque part* aux éditions de la Pleine Lune en 2022, lui permet d'intégrer le milieu littéraire. L'artiste conçoit entre autres pour cette maison d'édition trois couvertures avec sa touche singulière : *Les Anges de Sarajevo* de Danielle Dubé, *Bonne nuit, Lucette!* de Monique Le Maner et *Cimetière avec vue* de Françoise Cliche.

### SECOUSSE INÉVITABLE

Le 24 février 2022 reste un jour sombre pour l'humanité. La menace redoutée se réalise lorsque le président russe Vladimir Poutine annonce à la télévision une opération militaire pour, selon ses dires, « démilitariser et dénazi-

fier l'Ukraine ». Peu après son discours, la Russie lance une offensive majeure pour s'emparer de la capitale du pays, Kiev. Le même jour, le gouvernement ukrainien confirme que les forces russes ont pris le contrôle de Tchernobyl, théâtre de la pire catastrophe nucléaire de l'histoire survenue le 26 avril 1986.

Valérie Sibout souligne avoir été rapidement bouleversée par cette guerre, notamment en raison de la proximité géographique des « champs de bataille » avec le continent européen (d'où est originaire sa famille). « Nous espérions que Poutine n'irait pas aussi loin. Nous pensions croire que la paix régnerait. Pourtant existaient des signes avant-coureurs que nous ne voulions pas voir (écho à l'invasion de la péninsule de la Crimée en Ukraine menée par la Russie en 2014). »

Perspicace, la créatrice perçoit l'esprit de vengeance du « guerrier qui n'a jamais digéré la dissolution de l'URSS (26 décembre 1991). Cet ex-officier supérieur et ancien espion du KGB a été rejeté de plusieurs postes. » Le maître du Kremlin, au grand mépris des valeurs de démocratie et de liberté, « assouvit et exerce ainsi sans gêne sa vengeance ».

« Cela a remué mes valeurs fondamentales. Le conflit a réveillé rapidement quelque chose en moi », confie la citoyenne au bout du fil. Celle-ci évoque également à quel point les deux premières guerres mondiales « ont eu des conséquences directes et malheureuses pour mes ancêtres ».

Par ailleurs, ces *Larmes d'Ukraine* ont permis à cette « orpheline » de concrétiser un acte de transmission avec ses origines. « Je n'ai plus de famille. Le dernier membre est décédé il y a deux ans et demi. Je n'ai ni frère ni sœur. Puisque je n'ai pas d'enfant, je peux me rattacher à mon passé. » Soulignons que le recueil est dédié « à feu ma famille : Marie-Louise Pénicaud, ma grand-mère, Arlette Dorgère, ma mère, Jean Sibout, mon père. »



L'œuvre donne envie de s'y replonger plus d'une fois pour ressentir toute la charge émo-

tive. La dédicace manifeste son désir d'inscrire sa mémoire personnelle avec celles des autres victimes antérieures ou actuelles de la guerre. En guise de solidarité, nous lisons dans cette même page la liste des pays attaqués depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle : Mali, Afghanistan, Soudan, Tchad, Syrie, Israël, Irak, Philippines, Ossétie et Libye.

### EXUTOIRE CRÉATEUR

Le récit s'ouvre avec une citation éclairante de l'auteur français Jacques Prévert (1900-1977) : « Quelle connerie la guerre ». Valérie Sibout témoigne que ce poète occupe une place importante depuis ses années de jeune écolière. « Nous l'étudions en classe. J'appréciais déjà son style d'écriture contemporaine, simple, pure, engagée. »

Après quelques expériences en autoédition, l'autrice-illustratrice allie enfin ses deux passions, soit les mots et les images. Aborder un sujet aussi dramatique constitue pour elle un « exutoire » et une occasion de « se révolter contre les injustices occasionnées par

les conflits meurtriers qui perdurent depuis la nuit des temps. Nous ne savons jamais ce que l'humanité nous réserve. C'est inéluctable. »

Les trois couleurs distinctes présentes tout au long des *Larmes d'Ukraine* se répercutent dans l'œil en trois couleurs (noire pour la sclérotique, blanche pour l'iris, rouge pour la pupille) qui orne le centre de la couverture rouge vif, et qui est entouré de larmes blanches. « J'adore créer des contrastes à l'image de la guerre qui n'est jamais nuancée, jamais douce. » L'opposition marquée entre le noir (« la guerre »), le rouge (« le sang ») et le blanc (« la paix espérée ») rend le propos encore plus percutant et tangible.

La réalisation visuelle du recueil a été conçue après l'écriture « surréaliste », venue intuitivement comme « un cri du cœur ». L'écrivaine voulait sonder les « pensées pas toujours cohérentes (dans des situations aussi graves et inquiétantes) des individus en état de survie. Une telle expérience cathartique m'a libérée ! »

Parmi les images les plus saisissantes, je retiens celle où nous apercevons une imposante tête de chien noire au-dessus du corps d'une personne, elle aussi en noir, (toute petite en comparaison de l'animal) avec un œil à la place de la tête. À gauche, des larmes en rouge accentuent ce sentiment de détresse et d'encerclement. Valérie Sibout apprécie celle où des individus quittent une ville, « scrutés par l'œil de Moscou ».

### CULTURE COMME MIROIR ET MÉMOIRE

Parmi ses sources d'inspiration, se trouvent la bande dessinée *Blast* (Dargaud) (qui se décline en quatre tomes), du Français Manu Larcenet et le travail du Québécois Lino *La Chambre de l'oubli* (Les 400 cents coups) « pour ses collages contrastés ». Un film « virtuose » est évoqué : *A l'Ouest, rien de nouveau*, du réalisateur Edward Berger (d'après le roman d'Erich Maria Remarque) « où nous suivons un jeune soldat allemand dans les tranchées lors de la Première Guerre mondiale. Rarement nous avons été autant au cœur d'un conflit. » Par ailleurs, l'hymne québécois *Quand les hommes vivront d'amour*, de Raymond Lévesque s'avère « la plus belle chanson, celle qui prend au cœur ».

Valérie Sibout estime nécessaire de rappeler le courage des artistes ukrainiens, « des porte-paroles qui se battent eux aussi au front, qui se tiennent debout et qui tentent de retisser le lien social. Malgré les bombes, certaines et certains se produisent à Kiev (et ailleurs). Dans la capitale ukrainienne, le metteur en scène Ivan Uryvskyi a monté une version actualisée de la pièce *Caligula* (sur l'empereur tyrannique romain), d'Albert Camus où un parallèle est exposé avec le (despotique) président russe actuel. »

**Observatrice sensible, l'autrice-illustratrice prépare un second livre, cette fois-ci sur l'envahissement technologique dans nos sociétés. Elle rejette le pessimisme : « L'espoir existe malgré tout. Mais tant que Poutine sera au pouvoir, l'inquiétude perdure. »**

Responsables!

	<b>Lanaudière, c'est nous!</b>	LUC THÉRIAULT Député de Montcalm 1 800 263-5726	NATHALIE SINCLAIR DESGAGNÉ Députée de Terrebonne 450 964-9417	GABRIEL STE-MARIE Député de Joliette 450 752-1940	MONIQUE PAUZÉ Députée de Repentigny 450 581-3896	YVES PERRON Député de Berthier-Maskinongé 819 228-1210
--	--------------------------------	---	---	---	--	--

# Le temps de lire

Robert Lalonde et Jonathan Harnois, *Tu me rappelles un souffle* (Boréal, 2023)

## L'amitié essentielle

Simon Rainville

Les mots sont importants. Ils peuvent être acquiescement comme renoncement. C'est par eux qu'aujourd'hui je consens au monde, mais aussi par la joie retrouvée de plaisirs simples, idéalement partagés. C'est dans l'entrelacs des amitiés et des mots que la vie m'est aujourd'hui tolérable. Dans de rares moments de lucidité, « j'ai compris qu'au cœur de ma révolte dormait un consentement », comme l'écrivait Camus dans « Noces ».

Plus le temps passe et plus je prends conscience de l'importance de l'amitié dans la définition d'une personne. C'est peut-être pour cela que les correspondances d'écrivains m'ont toujours passionné. On y trouve souvent l'abandon que Montaigne décrivait au sujet de son amitié avec La Boétie: « Si on me presse de dire pourquoi je t'aime, je sens que cela ne se peut exprimer, qu'en répondant : Parce que c'était lui, parce que c'était moi. » Cet indicible est le lieu de l'amitié, de l'ami comme un autre soi.

### L'AMITIÉ VITALE

J'ai repensé à cette amitié célèbre en lisant *Tu me rappelles un souffle*, correspondance entre Robert Lalonde et Jonathan Harnois écrite en début de pandémie. De Lalonde, écrivain, dramaturge et comédien bien connu, j'aime toute l'œuvre. De Harnois, je ne savais pratiquement rien, outre le fait qu'il avait publié un roman. Et je dois admettre que ses lettres me prouvent que j'avais tort de le méconnaître. Il a manifestement une langue à lui, une sensibilité d'écrivain et un regard décalé de « renifleur d'invisible », comme il le dit lui-même.

Si, avant de se plonger dans les lettres, on peut s'imaginer que l'échange tournerait autour de la recherche de l'approbation de Harnois envers Lalonde, son aîné de 30 ans, il n'en est rien. Pour tout dire, si Harnois cherche bien la lumière et les conseils de celui

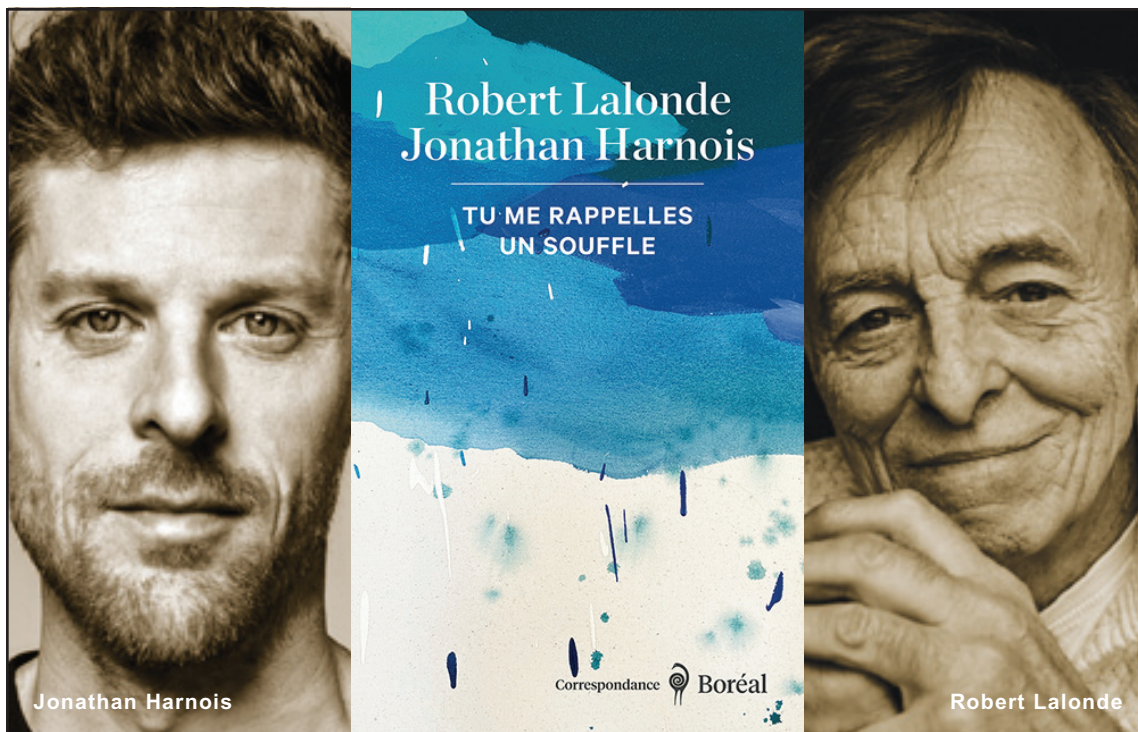
qu'il nomme « mentor » et dont les lettres lui font l'effet d'une « défibrillation littéraire », Lalonde remercie régulièrement son jeune ami, dont l'angoisse existentielle est patente, de lui redonner goût en l'écriture et, en quelque sorte, en la vie, deux choses indissociables pour des écrivains.

Plus le temps passe, plus les deux admettent que la correspondance leur devient vitale et l'admiration est palpable. L'aîné cherche à convaincre son cadet qu'il possède une plume, qu'il pressent en lui un « écrivain important », qu'il fait partie des « écrivains qui existent – qui ont une voix, bientôt une audience et une présence », comme le disait Malraux au jeune Camus au siècle dernier. Le cadet avoue pour sa part jalouser la source de son aîné, « cet emballement dans ta voix, qui vient d'on ne sait où – de l'animal, du ciel ou de la cascade d'eau vive – et qui capture dans ses transports les joyaux et les essences cachées du monde ».

C'est d'ailleurs Camus, écrivant à son ami René Char, que cite Harnois à la fin de la correspondance afin d'expliquer toute l'affection qu'il ressent pour Lalonde: « Plus je vieillis et plus je trouve qu'on ne peut vivre qu'avec les êtres qui vous libèrent, qui vous aiment d'une affection aussi légère à porter que forte à éprouver. » C'est bien cela l'amitié: une relation qui libère.

### L'AMITIÉ LITTÉRAIRE

Et de quoi peuvent bien se parler deux amis écrivains? D'écriture, bien sûr, mais surtout de la vie qui mène à l'écriture, de ce « nerf furieux de vivre », comme ils écrivent en préface; du désir, mot qui revient très régulièrement dans leur échange; du doute, qui les envahit tour à tour; de la quête, qui les précède et leur succède; de filiation, à la fois à embrasser et à repousser; de l'absurdité de la vie, contre et avec laquelle on doit négocier; de liberté, à la fois nécessaire, démesurée, dangereuse et inatteignable; de contentement, qui est l'envers de « la passion du confort » (Lalonde) que nous vendent à gros prix nos sociétés



« Plus je vieillis et plus je trouve qu'on ne peut vivre qu'avec les êtres qui vous libèrent, qui vous aiment d'une affection aussi légère à porter que forte à éprouver. » – Albert Camus

capitalistes; de l'appréhension de la mort, qui, comme le dit Harnois, nous « pratique à vouloir ce que veut la vie elle-même: accueillir nos désarmements à cœur ouvert »; de la perte de l'enfance, thème récurrent chez Lalonde, qui cherche ici à « se faire vieux en conservant un cœur à la fois tendre et fâché ».

Mais le temps use, s'emplit de défaites qui « nous rejettent à leur guise sur une grève jonchée de bois mort, bois mouillé avec lequel on peine à allumer le feu qui éclairerait la nuit qui nous encercle », comme l'écrit Lalonde. Harnois rétorque à son aîné que les mots aident à « habiller de vie l'existence », « à éplucher l'ombre qui nous enveloppe » et que, heureusement, il « y aura toujours l'œil des mots pour nous apprendre à nous voir ».

C'est pourquoi ils échangent beaucoup sur l'acte d'écriture, sur la recherche de la transparence dans le style et le fond, chacun y allant de ses conseils, de ses questions, de ses aveux et de ses désaveux. Lalonde, pour qui l'écriture « est une guérilla », écrit beaucoup, charcuté, dissèque « chirurgicalement » ses textes, afin qu'ils lui semblent plus forts, ce dont sa volumineuse

bibliographie témoigne. Harnois, dont la « poubelle a la gorge creuse » et le « poêle a le brasier gourmand », peine à mener à terme ses projets, perd la flamme, doute de l'intérêt de ses mots, ce qui explique qu'il a peu publié, si l'on exclut des paroles de chanson. Lalonde l'encourage à poursuivre sa voie, malgré le doute dans sa voix.

De toutes ces réflexions sur le sens de l'écriture, les épistoliers précisent dans l'introduction: « On ne nait pas pour écrire, mais il est parfois bon d'écrire pour naître... » Cette quête prend de plus en plus de place dans la correspondance. Lalonde affine la réflexion: « Oui, écrire c'est s'effranger de soi-même. Sans lui concéder pouvoir de guérison, il m'apparaît clair que l'écriture, la vraie, débonde, désentrave, détousse, décrasse, débarrasse de sa suie une mémoire où de vieux feux, en apparence éteints, se consomment en catimini. » Ces échanges les mènent au constat que, comme le dit Harnois, « c'est par le chemin des autres qu'on va à sa propre rencontre. Et l'écriture est une mue ». Ce à quoi Lalonde rétorque « qu'il nous faut écrire pour apaiser des soifs légitimes ». J'ajouterais: envers et contre tous – et contre soi!

### L'AMITIÉ, ENTRE LITTÉRATURE ET QUOTIDIEN

Mais cette amitié ne repose pas tant sur l'écriture que sur la vie elle-même, source « des soifs légitimes ». Harnois confie, en début de correspondance, que « la vie n'est pas dans l'art; la vie est dans la vie », avant d'ajouter dans la toute dernière lettre: « Mais c'est du jeu tout ça. L'essentiel gît ailleurs. Cette page blanche ne sera jamais un ciel. Ce style ne sera jamais un fleuve. Et au plus beau des poèmes je préfère encore ton clafoutis. »

La vie digne d'être vécue, magnifiée par l'art et l'écriture, est rendue possible grâce à la réciprocité des amitiés. Ces compagnes et compagnons, dont l'amitié ne repose sur rien d'autre que sur le plaisir partagé de vivre, sont une jouvence. À chaque rencontre, on reprend là où on a laissé, même si on ne laisse jamais vraiment rien en plan. On suspend, faute de temps, mais on reste là, tout là, toujours là. Avec ces personnes, ce sont nos âmes écorchées qui ont eu, et ont chaque fois, une complicité immédiate. Parce que ce sont eux, parce que c'est moi. ◀

UN ALLÈGEMENT DE LA CHARGE DE TRAVAIL

— ALLIANCE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE MONTRÉAL —

# Le troisième œil

Le scénario ne relâche jamais la tension de l'essentiel

## Richelieu, chef d'œuvre cruel et nécessaire

Pierre Jasmin

Présente tout au long des quatre-vingt-dix minutes intenses de l'œuvre, l'actrice Ariane Castellanos porte tragiquement, avec son destin à la Bertolt Brecht, la difficile humanité de celle qui, suite à un divorce douloureux, a accepté pour payer les traites de son appartement de travailler pour une entreprise agricole.

Elle tente d'y maintenir une distance entre d'une part le contremaître québécois joué avec une intensité remarquable par Marc-André Grondin soumis à des pressions économiques insoutenables d'un patron français, et d'autre part les travailleurs, à qui elle a pour tâche officielle de traduire les exigences excessives qui s'accumulent, jusqu'à l'endossement d'illégales intrusions dans leur vie privée avec des caméras de surveillance, point sur lequel se rompt sa docilité d'employée.

Ces travailleurs immigrés guatémaltèques n'ayant à cause de la barrière de la langue personne d'autre à qui confier leurs états d'âme (et de corps, vu les maladies qui les affectent causées par un travail éreintant et les heures supplémentaires ajoutées impitoyablement).

Ariane (car c'est aussi le prénom du personnage) va, d'abord à son corps défendant, peu à peu s'inspirer de celle qui vainc le Minotaure du capitalisme, Pasiphaé « la lumineuse pour tous ». Elle peut heureusement compter sur le soutien moral de sa mère logeant au bord du Richelieu, jouée par la si humaine comédienne Micheline Bernard.

Avec les nuances indispensables et grâce à des informations sensibles (les travailleurs doivent signer un onéreux contrat syndical, même si leur contrat d'emploi initial leur refuse tout recours syndical!), le jeune réalisateur Pier-Philippe Chevigny a su magistralement éviter les nombreux écueils de manichéisme inhérents à un tel sujet, afin qu'on s'attache à l'intrigue inexorable, sans recours à des émotions artificielles, comme le faisait hélas le si médiocre *Oiseaux ivres* de 2021.

Qui est ce réalisateur? Le jeune cinéaste originaire de la région de Sorel-Tracy remarqué pour ses courts métrages *Vétéran* (présenté à Clermont-Ferrand et Namur) et *Revue* (TIFF, Busan, Tirana), dont *Richelieu* est le premier long métrage, s'appuyant comme pour ses courts métrages sur un rigoureux processus de recherche



Le jeune réalisateur, Pier-Philippe Chevigny, a su magistralement éviter les nombreux écueils de manichéisme inhérents à un tel sujet.

documentaire, semble suivre le chemin exigeant de l'artiste antinucléaire René Char : « Il n'y a que deux conduites avec la vie : ou on la rêve ou on l'accomplit. L'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant. »

Si bien servi par la direction photo signée Gabriel Brault Tardif, le scénario implacable ne relâche jamais la tension de l'essentiel, sans fuir vers quelque intrigue secon-

daire (même en abordant la bureaucratie hospitalière qui aurait été un terrain fertile!), jusqu'à la fin offrant à notre grand soulagement une éclipse d'ouverture lumineuse à laquelle participe l'acteur Nelson Coronado soumis à tant d'épreuves. ◀

L'auteur est membre des Artistes pour la paix

### À Soleil dansant,

J'avance vers l'infini de la vie  
Ma respiration balance la pagaie  
La rivière accueille ma sueur

Je portage ma destinée  
Tantôt Légère  
Tantôt Lourde

N'éparpille pas mes os  
Ils sont vivants  
Sur la pierre de mes grands-pères

J'ai choisi mon cœur  
Son battement  
Devient musique  
Mon dos de femme  
Soulève l'arbre sacré  
Et retourne à ses racines  
Papakassiku l'observe  
S'étendre près d'elles

Mes pas dansent la douleur  
Le Maître des Maîtres érige  
Un campement  
Il attend ma naissance

Seule à pleurer  
Ma joie brisée  
Demande une trêve

**KAU MINUAT**  
**UNE FOIS DE PLUS**

Josephine Bacon

Ce soir je suis seule  
À m'attendre

**JOSÉPHINE BACON**  
[...]

Une fois de plus/Kau minuât.  
Josephine Bacon  
Mémoire d'encrier, 2023



# TOUJOURS LÀ POUR VOUS



LES FONCTIONNAIRES  
MÉRITENT MIEUX



Alliance de la Fonction publique du Canada  
Public Service Alliance of Canada



# UN SYNDICAT POUR TOUT LE MONDE



**À l'unisson derrière le front  
commun du secteur public, nous  
vaincrons.**



# L'aparté avec ÉLORAH

www.simonbanville.com

